le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Contre le patronat
Émancipation

Photo de Daniel Maunoury. Manifestation du 23 février contre le CPE

M 02137 - 1428 - F: 2,00 €

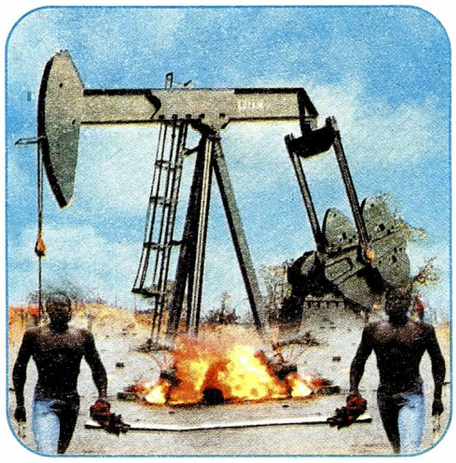
2€

ISSN 0026-9433

«La révolte d'aujourd'hui, c'est les réalités de demain. Quand il n'y a pas de révolte il n'y a pas de demain»
-Loulou Barbesois

hebdo n° 1428
du 2 au 8 mars 2006

Sommaire



VAAAN 2006, en avant, *page 4*

Fermer sa gueule pendant deux ans, **CPE,** par Manu, page 5

L'autruche s'insurge contre la neige en mars, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves, envers et contre tout, même si la météo s'en mêle *page 6*

Le droit de grève **à Marseille** comme ailleurs, par J.-P. Germain, *page 7*

Imprimerie nationale, victoire de la loi du marché?, L. Lenoir, *page 8*

Rennes, le CPE et après?, par Philippe, *page 9*

Capitalisme hydre de l'Herne, par J. Monjot *page 10*

Israël-Palestine, meurtre d'Iman Al Hams, par S. Bannoura, *page 10*

Pétrole, **fin du monde économique,** par J.-P. Tertrais, *page 12*

On s'amuse de tout, même de la **Bible!,** par N. Potkine , *page 14*

L'armée chez nous, la guerre en face par L. Gallopavo, *page 15*

Paul Avrich (1931-2006), historien anarchiste, par M. Enckell, *page 17*

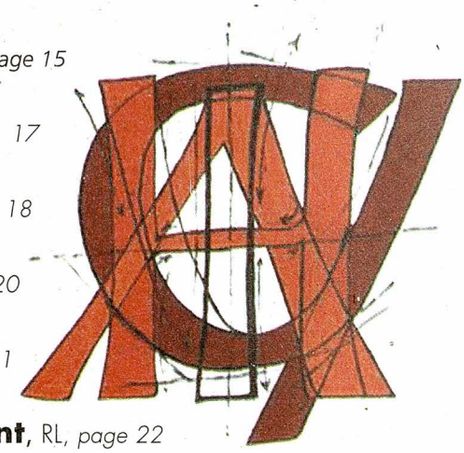
Napo et ses dessins, par P. Bedos, *page 18*

Ici l'ombre, **Colères du temps no 3/4,** Chroniques alternatives, *page 20*

Planète Bidonvilles, par Ph. Godard, *page 21*

Vie du **mouvement**, RL, *page 22*

Agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Banzaï

Le gouvernement français, en la personne de Galouzeau de Villepin a clairement affiché ses préférences libérales en acceptant d'annexer le groupe GDF, monopole français de l'énergie gazière, au groupe financier Suez né au 19° siècle d'un scandale financier, et qui depuis est passé maître de la manipulation des marchés financiers au détriment des contribuables français. Notre champion de la concertation a mis toutes les organisations ouvrières, y compris les plus collaboratrices devant le fait accompli. Cette fusion d'une entreprise gérant l'énergie avec un groupe financier nous entraîne à faire le parallèle avec la compagnie américaine Enron, dont la faillite retentissante a mis en évidence l'incompatibilité de l'inféodation d'un secteur stratégique de l'économie telle que l'énergie à un groupe financier. Le secteur de l'énergie est consomptible pour l'économie de marché. Enron éleva la doctrine libérale à son paroxysme en soutenant son action en Bourse, qui n'était basée que sur les spéculations fictives des bénéfices futurs présumés, en exploitant la dérégulation du marché de l'énergie pour piller l'État californien. Ce sont les contribuables californiens qui ont été ainsi raquettés de milliards de dollars avec la complicité active de l'administration fédérale, avec à sa tête George Bush. Il faut dire qu'une campagne présidentielle coûte cher, et souvenons nous qu'Enron fut un des principaux contributeurs de la première campagne présidentielle de George Bush. Le futur candidat de l'UMP peut-il se passer du soutien du groupe Suez?

L'UMP nous montre encore une fois que peu importe l'opinion des habitants de ce pays, seuls comptent les intérêts des principaux acteurs économiques, c'est à dire du patronat. Le CPE, émanation directe du MEDEF, syndicat patronal dont ce parti est le représentant politique direct, a été imposé par la majorité présidentielle au moyen de l'article 49-3 de la constitution qui permet de faire acte de dictature à partir du moment où la majorité parlementaire ne s'y oppose pas. Mais les principaux intéressés ne veulent pas se laisser dépouillés de leurs droits sans rien dire. Déjà les lycéens, étudiants et précaires s'organisent, et nous les verront dans les semaines à venir manifester leur mécontentement. Mais nous ne devons pas les laisser seuls devant l'injustice; c'est à tous ceux qui n'ont pour survivre que leur force de travail à négocier avec les tenants du capital d'être solidaires de ceux dont nos gouvernant veulent faire l'avant-garde des cerfs des entreprises libérales de demain.

Manifestation du 23 février à Paris, photo: Daniel Maunoury

Jean-Pierre Levaray

Ce n'est pas une information et les lecteurs du *Monde libertaire* le savent tous : nous n'avons rien à espérer, rien à attendre de ceux et celles qui nous gouvernent. Nous savons que toutes les décisions qu'ils peuvent prendre, ils les prennent toujours contre nous.

Nous sommes dans une position antagoniste vis à vis d'un Etat qui défendra toujours une classe qui ne sera jamais la nôtre. Le problème c'est qu'on ne sait jamais jusqu'où iront ceux qui nous gouvernent et, ces derniers temps, ça ne s'arrange pas. Le catalogue des mesures prises s'alourdit chaque jour de décrets, de lois, de décisions qui viennent réduire nos vies.

Les Borlo, les Villepin nous font des effets d'annonces « sociales » qui sont contredits dans les faits. Ils n'ont en bouche que des phrases du type : « créer des emplois », « faire baisser le chômage » Mais personne n'est dupe, s'il y a une baisse du chômage c'est uniquement par une augmentation des radiations de l'Assedic et par une répercussion des départs en retraite de la génération d'après-guerre.

Borlo a ressorti ses Chèques-Emploi-Service- « Universels » qui ne vont servir qu'une catégorie aisée de la population qui pourra embaucher pour des emplois de service (nettoyage, jardinage…). Bref, des emplois précaires de chez précaire. Même pas des boulots, juste de quoi survivre. Et cela nous est présenté comme une avancée sociale !

De Villepin, tout en parlant de Contrat à furée indéterminée n'a fait qu'imposer le CPE, c'est à dire plus de précarité et la casse prochaine du droit du travail.

Le but, non avoué, est de casser tous les statuts, tous les acquis sociaux et de précariser davantage, pour, à terme, offrir sur un plateau une classe ouvrière exsangue qui ne pourra plus qu'accepter n'importe quel emploi. Notamment lorsque les patrons, ne pouvant plus compter sur des transports à bas coût (rareté du pétrole oblige), devront relocaliser certaines entreprises.

En même temps, Sarkozy joue les chiens de garde, prend des mesures autoritaires, s'attaque aux jeunes et à ceux et celles issus de l'immigration, joue la carte du communautarisme et nous prépare, de manière soft ou pas, un État policier.

On pourrait ajouter l'affaire du Clemenceau, le voyage de Chirac en Inde, pour jouer à l'agent de commerce, etc. Bref, les raisons de la colère ne manquent pas.

De l'autre côté, celui de l'opposition, nous n'avons rien à attendre non plus. On les connaît trop : on les a déjà vus aussi. Si dans les rangs parlementaires les députés PS et PC jouent les troublions inutiles, ce n'est que pour donner le change et nous faire tenir jusqu'aux échéances électorales de 2007. Les cadors du PS auraient fait à peu près pareil, concernant le CPE, s'ils avaient été aujourd'hui aux commandes de l'État. Pour le PC, essayant de récupérer tous les mouvements qui bougent, il tente des « forums citoyens » et tout ce qui a fait, jadis, le relatif succès du mouvement altermondialiste, pour se refaire une santé.

Quant aux syndicats : ils sont dans l'atermoiement. Sentant une base quelque peu revendicative et poussés par les petits syndicats de type Solidaires, il y a un flottement. Flottement d'autant plus sérieux que la CGT prépare son congrès1 et qu'il y a une frange importante du syndicat qui est mécontente et qui s'opposera à Bernard Thibaud.

Depuis quelques semaines, pourtant, il se passe des choses.

Les manifestations anti-CPE se sont multipliées (même si le mois de février est toujours difficile du fait des vacances2), avec de fortes mobilisations à Toulouse et à Rennes. On a pu voir les lycéens, les étudiants et les salariés ensemble dans de même manifs.

Des actions ont lieu, des occupations, des rencontres ainsi que des coordinations.

Une journée d'action est prévue pour le 7 mars (à l'heure où ces lignes sont écrites, seuls FO et Solidaires se sont prononcés pour la grève ce jour là). Il est certain qu'il ne faudra pas en rester là.

Il est vrai que se faire trimballer de journée d'action en journée d'action, en passant par des « temps forts », c'est comme si on avait déjà vu le film. Si ce n'est que, vu l'état des troupes, nous en sommes arrivés là. Car il faut se donner les moyens d'agir. Il faut trouver l'étincelle.

Ce n'est que dans la lutte que les anarchistes peuvent se faire entendre, et faire avancer leurs idées et propositions.

Que nous soyons, syndicalistes, anarcho-syndicalistes ou rien de tout ça, il importe de s'impliquer pour créer les possibles pour un véritable mouvement social, pour que chacun retrouve des habitudes de luttes, puisse imposer aux bureaucraties syndicales la grève générale, pour retrouver la volonté de construire des utopies et se battre pour un monde sans classe ni état…

De toute façon, nous n'avons plus le choix. **J.P.L**

Appel a un Village Alternatif, Autogéré et Anti Nucléaire contre l'EPR

Les 14, 15, 16 et 17 avril, a Cherbourg

Le collectif VAAAN est composé d'individus et d'organisations politiques, syndicales et associatives. Il s'est constitué pour mettre en place un village anticapitaliste, autogéré et anti-nucléaire, afin d'élargir le rassemblement proposé par le collectif stop-epr contre la relance du programme nucléaire français (l'EPR est la nouvelle génération de réacteur nucléaire), à Cherbourg les 15 et 16 avril 2006. Il appelle à l'auto-organisation, contre la société nucléaire, sous la forme d'un lieu de vie temporaire et d'échanges inter-luttes. Le village se veut un espace de construction, d'expérimentation, d'échanges et d'actions, selon des pratiques et des finalités libertaires. Il s'inscrit notamment dans la continuité des expériences du VAAAG, des "no-border", et de "Place des résistances"...

Dans un monde capitaliste, le nucléaire tient une place centrale et motrice. C'est dans ce sens que les industriels, les nucléocrates, les gouvernants, relancent le programme, dans le but de faire durer ce monde et de prolonger leur propre domination et leur enrichissement. Cela en se cachant derrière l'étiquette pseudo-écologique du développement durable. La lutte contre le nucléaire est donc indissociable de la lutte contre le système capitaliste qui a permis son existence.

On ne peut combattre le nucléaire civil et militaire sans combattre la société qui l'a produit. Parce qu'il est une source d'énergie inouïe et parce qu'il a une capacité de destruction énorme, le nucléaire est synonyme de pouvoir. La recherche et la concentration du pouvoir, associées à la logique de profit ont permis à l'industrie nucléaire d'émerger et d'imposer ses intérêts économiques et militaires à tous les niveaux de l'État et de la société.La sortie du nucléaire impose donc une autre vision des rapports humains, ainsi qu'une organisation de la société, basée sur des pratiques anti-autoritaires, horizontales et autogestionnaires.

Sous couvert de l'aspect civil, le nucléaire militaire, demeure un danger à l'échelle mondiale. Les essais pratiqués par Hiro-Chirac et d'autres sont facteurs de catastrophes humaines et écologiques. Les grandes puissances continue de fabriquer des bombes meurtrières. De nouveaux pays sont de plus en plus nombreux à se doter de l'arme atomique. On assiste à une prolifération de nouvelles bombes, de plus petite portée, destinées a des frappes "chirurgicales", qui ne sont plus faites seulement dans une optique de dissuasion, mais pour être utilise comme armes "classiques" d'attaque dans des conflits internationaux, faisant planer la menace de voir ressurgir les centaines de milliers de morts d'Hiroshima et Nagasaki.

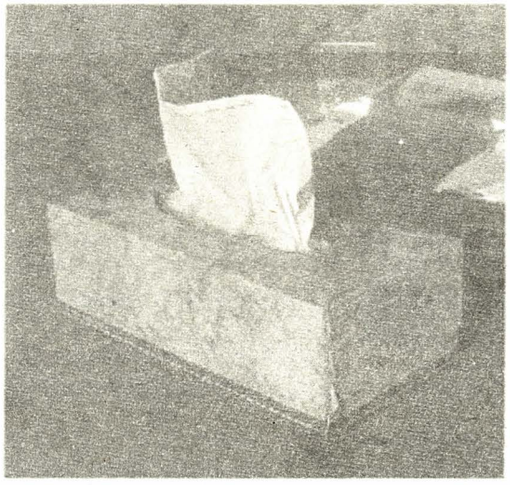
Face à l'impasse inéluctable que constitue la dépendance aux énergies non-renouvelables et dangereuses, et aux matières premières, épuisables, aux déchets ingérables, d'autres énergies et une autre société s'impose: Des énergies renouvelables et non-polluantes, une société écologiquement responsable et en rupture radicale avec le productivisme et la logique suicidaire de profit.

Le VAAAN s'inscrit dans la continuité des luttes anti-nucléaires (Malville, Chooz, Golfech, Plogoff, Barp, stop-Bure, le carnet...). Ces luttes n'ont rien a attendre d'une stratégie électoraliste ou de lobbying envers les élus. Rappelons les multiples cautions que certains écologistes ont donnés au développement du nucléaire (signature des décrets d'application du melox en 99, de ceux du laboratoire expérimental de Bure, non opposition a l'implantation de l'EPR en basse-normandie). On ne peut refuser le nucléaire sans remettre en question le système capitaliste et étatiste.

Nous invitons tous les individus et toutes les organisations se reconnaissant dans cet appel a participer au village, aux actions et aux manifestations a Cherbourg du 14 au 17 avril 2006

Nous invitons les individus, les organisations politiques, les syndicats, les collectifs et les associations a signifier leur participation active au VAAAN en envoyant un mail a vaaan@no-log.org avant le 10 mars 2006.

CPE



Bienvenue dans le nouveau modèle social !

www.re-so.net

Ferme ta gueule pendant deux ans

DANS LA LIGNÉE du « contrat nouvelle embauche », Villepin et sa clique ministérielle nous sortent un petit nouveau en matière de précarisation du travail : le « contrat première embauche ». Destiné aux moins de 26 ans ; il instaure une période d'essai de deux ans durant laquelle les jeunes pourront être virés par leur employeur sans aucune justification. En contrepartie, les jeunes licenciés bénéficieront d'une allocation chômage pendant deux mois mais seulement s'ils ont quatre à six mois d'ancienneté dans l'entreprise. Parallèlement, les entreprises embauchant des CPE se verront exonérées de charges sociales pendant trois ans.

Avec cette mesure, Villepin offre la précarité aux jeunes en guise d'étrennes.

Tu protestes, tu veux défendre tes droits ? T'es viré !

Tu t'opposes aux heures sup' ? T'es remercié !

Sois jeune, sois jetable et corvéable à souhait.

Apprentissage à 15 ans, multiplication des stages non rémunérés, CPE... Tous ces coups bas consistent à mettre la jeunesse au pas et s'inscrivent dans une logique globale du gouvernement et du patronat qui travaillent main dans la main pour faire trimer encore plus les travailleurs, avec comme objectif de jeter le Code du travail par la fenêtre comme le réclament à cor et à cri Parisot & Co.

Une journée d'action est d'ores et déjà prévue pour le 7 février à l'appel des syndicats...

Une journée, et après ?

Ensemble, construisons un mouvement de la jeunesse frappée de plein fouet par l'injustice sociale. Opposons au gouvernement et au patronat des actions fortes et la grève sans limites !

Manu
groupe Soleil noir, Rouen

Quand l'autruche éternue...

Gras Israël

« C'est comme un rendez-vous chez le diététicien : les Palestiniens vont maigrir, mais pas mourir de faim. » Dov Weisglass, conseiller du gouvernement israélien.

Dov fait ici mention de la décision israélienne de ne plus reverser à l'autorité palestienne les 53 millions de dollars mensuels dus au titre des droits de douane et de la TVA. Dov fait dans le cynisme, mais peut-être aurait-il mieux fait, puisqu'il est question de régime, de réserver ses conseils à l'obèse Sharon, lequel étouffe sous la graisse.

Pratique, la veuve

« Je pratique Ségolène Royal depuis 1988. Je suis pratiquant, mais pas croyant. » Bussereau, ministre.

Qu'entends-tu par là, Bussereau ? Que tu en aurais tâté, de la Ségolène ? Allez, petit vantard, tu pratiques, tu pratiques... Madame veuve poignet est-elle contente, au moins ?

Confinée

« On sait depuis longtemps que le canard et le cygne sont porteurs de virus aviaires, mais le pigeon, c'est nouveau. » François Moutou, expert.

Ce qui par contre l'est moins, et qu'on ne cesse ici de répéter depuis plus de deux ans, c'est que quand l'autruche éternue, toute la jungle s'enrhume. On vous avait pourtant prévenu, vous n'avez rien voulu entendre et maintenant, l'autruche, elle confine.

La VIe République ou la mort !

« Ça fait dix ans que je fais de la politique, et mon bilan personnel est égal à zéro. » Montebourg, PS.

Une fois n'est pas coutume, saluons ce garçon dont la lucidité étonne. L'histoire ne dit pas si, à la suite de sa déclaration, Montebourg a préféré la corde ou le fusil.

New look

« L'heure des femmes a sonné. Ségolène Royal a un look. Elle peut gagner. » Bernadette Chirac.

Et c'est une spécialiste qui parle... Miss mode à *Jours de France* dans les années quarante, Bernie s'y entend question look. N'a-t-elle pas, seule, relancé les ensembles classiques type patronne de pressing en visite à Vesoul ? Mais le style Ségolène, ce serait plutôt Marie-Chantal au sortir des vêpres. N'empêche : sur le parvis de l'église, ces deux-là risquent fort de se rencontrer.

Grammaire

« La mondialisation, c'est normal. Tout le monde doit respecter la grammaire du monde des affaires. » Thierry Breton, toujours ministre.

Je me précarise, tu te précarises, il te vire... Cette grammaire, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est pas du Vaugelas. Eh non, c'est du Breton. Encore un qui ne risque pas de finir au Panthéon.

Frédo Ladrisse
(Sources : Europe 1, Libération, le Parisien, Politis, Télérama)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

brèves de combat

Le Public précarise

La précarité de l'emploi , selon les derniers chiffres disponibles, aurait davantage augmenté dans les services publics que dans les entreprises. Elle s'établirait aujourd'hui à 15 % dans le public, contre 13 % dans le privé. Par ailleurs, on notera sur les trois dernières années une plus forte hausse des emplois précaires liés à la fonction publique, que celle relevant des emplois privés. Principaux responsables, les collectivités

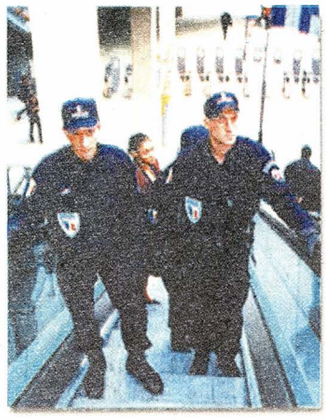
locales, et l'État, lesquels s'efforcent en la matière de donner le pire exemple. Alors, jeune diplômé, préfèreras-tu être précaire dans une boîte de merde ou bien dans la fonction publique?

Non au nucléaire

Le Front Anti-nucléaire de Turquie (ANC) a mené une action contre le gouvernement qui entend construire 3 ou 5 sites nucléaires. La décision n'est pas encore prise, mais l'ANC a débuté sa campagne le 17 février. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement tente d'imposer le nucléaire. La crise iranienne leur permet de faire de la propagande militariste et nationaliste pour soi-disant se protéger. Les actions anti-nucléaires ne font que commencer à Istanbul.

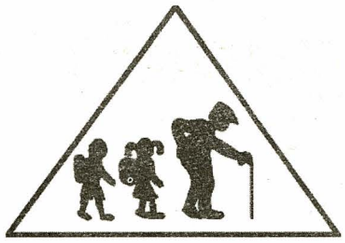
Transports belges à la mode sécuritaire

La France de Vichy retrouve ses lustres et son rayonnement grâce à la répression dans les transports. Après les Pays-Bas début 2005, c'est au tour de la Belgique de suivre l'exemple français d'une milice ferroviaire. Dénommée Sécurail, constituée en 2004 mais opérationnelle depuis un arrêté de décembre 2005, elle accueille 80 agents de la SNCB (avec un objectif de 300 à terme) effectuant leurs patrouilles en gare et à bord des trains. Seule particularité par rapport à la SUGE de la SNCF ou aux GPSR de la RATP, en France : leur arme de service est un « pepperspray » (diffuseur de poivre). Mais pour les victimes de l'apartheid social, ce sera toujours trop salé !



Paris contre le CPE

À l'heure où nous mettons sous presse, il semblerait qu'enfin le mouvement anti-CPE prenne corps en région parisienne. Hier, la grève avec piquet à été reconduite à Nanterre, une nouvelle journée d'action a été décidée pour le 28 février. 14 facs, sur le territoire national, sont en grève et souhaitent que ça dure. Toutes attendent le 7 mars, et que ça bouge aussi au niveau



syndical. Une question, cependant: ils étaient où, les étudiants, au printemps 2003?

Miliaire come repère

La société française serait malade d'une perte de repères. Heureusement, l'accidenté cérébral Chirac veille. Par décret du 3 février, « les contingents dont dispose le ministre de la défense au titre de la période 2006-2008, pour les personnels militaires sont exceptionnellement majorés de 500 croix de la Légion d'honneur destinées à des anciens combattants, médaillés militaires justifiant de trois blessures de guerre. De l'Algérie au Canal de Suez, du Tchad au Rwanda, seront ainsi vantées les actions

de feu de nos militaires. Par contre, à Clichy-sous-Bois, les actions par le feu valent à leurs auteurs de la prison ferme. Comment voulez-vous, après ça, vous construire des repères clairs?

Grève en Suisse

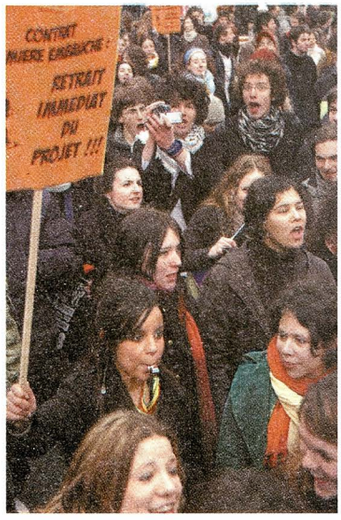
La grève de Swissmetal à Reconvilier en Suisse est suspendue après 30 jours consécutifs. c'est l'un des conflits du travail les plus longs qui ait paralysé une entreprise suisse durant les dix dernières années. La reprise a été votée mais le ressentiment est grand. «On nous a mis le couteau sous la gorge». Le syndicat Unia, qui avait appelé à la reprise du travail, a paru soulagé mais on parle de pressions exercée sur les salariés.

Clip néo-nazi

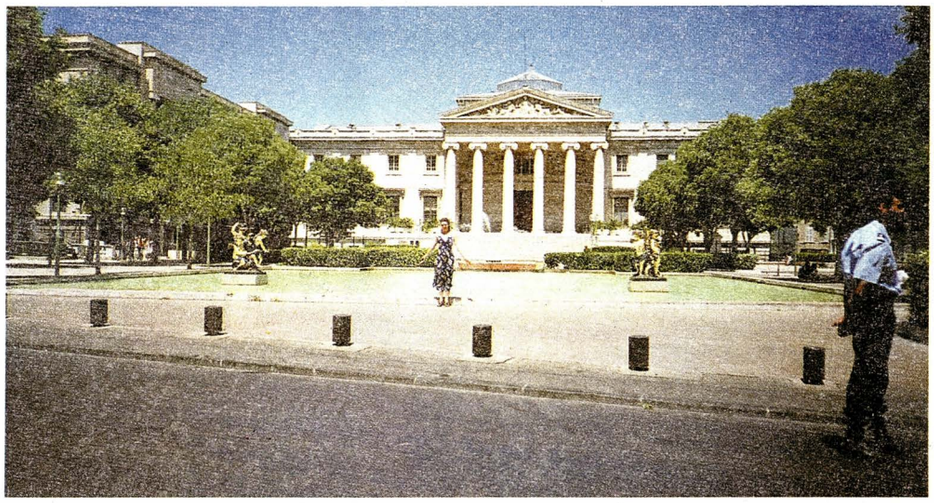
Un vidéoclip mettant en scène l'exécution virtuelle de quatre personnalités connues pour leur engagement contre l'extrême-droite, a été diffusé sur un forum du mouvement Blood and Honour. Leur photo apparaît dans le viseur d'un fusil, un coup part et la tête éclate.En guise de fond musical on peut entendre Burn Down, groupe de crânes rasés, dans une chanson qui évoque le convoyage des juifs vers les camps d'extermination. Selon les autorités helvètes, ce vidéoclip ne serait pas pénalement répréhensible, car « il ne contient pas d'appel au meurtre explicite.»

Tolbiac se mobilise

Grève reconduite à Tolbiac. Jeudi 23 février, une AG de 350-400 étudiants a voté la grève et la mise en place de piquets de grève immédiatement après l'AG. Lors de cette réunion, l'occupation de Tolbiac a été décidée et appliquée par environ 70 étudiants. Pour la première fois depuis longtemps (pour une occupaton nocturne), la présidence n'a pas fait intervenir la police.



Droit de grève à Marseille comme ailleurs



« **La grève** est l'acte par lequel tous les travailleurs ou une partie d'entre eux signifient au patronat, à l'employeur : État ou particulier, leur volonté de cesser le travail, soit pour obtenir des conditions matérielles, de vie meilleure ; soit pour protester contre l'arbitraire patronal ou gouvernemental ; soit encore pour déclencher une action de classe ayant pour but de transformer le régime par la voie révolutionnaire.

Il y a plusieurs sortes de grèves. Ce sont : la grève professionnelle, la grève de solidarité, la grève de protestation, la grève industrielle et interindustrielle, la grève générale insurrectionnelle et expropriatrice.

Chacune de ces grèves peut revêtir les aspects suivants : local, régional, national, international, selon le cadre qui est fixé à son déroulement." Ainsi commence l'article «grève» de l'Encyclopédie anarchiste (2e tome, page 875, 1934) écrit par le camarade Pierre Besnard. Ce qui semblait évident dans les revendications de la classe ouvrière des années 1930, conforté dans les années 1960 et après, à la fois dans les luttes et la jurisprudence, est aujourd'hui remis en cause.

Nous ne ferons l'affront de rappeler aux lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* la grève (plusieurs semaines) à Marseille de la RTM et des transports urbains. Une mobilisation sans précédent, l'espoir d'une unité syndicale et l'extension à celles et ceux qui sont en dehors du monde du travail. Mais des différences d'appréciation au sein de la CGT, comme à FO et à la CFDT, ont fait que le rêve de l'unité ouvrière a fait place à la sèche réalité.

Au-delà des couleuvres avalées reste ce qui peut être inscrit dans la jurisprudence de ce jugement du tribunal de grande instance de Marseille qui avait déclaré illicite la grève des traminots pour la défense du service public.

Pour une fois unies, les Unions départementales CGT, FO, CFDT et UNSA des Bouches-du-Rhône avaient appelé à un rassemblement mardi 21 février devant le palais de justice d'Aix-en-Provence. « Si des employeurs peuvent dorénavant faire dire à la justice si des revendications sont légitimes ou pas, alors il s'agit d'une atteinte grave à la liberté du droit de grève », déclarait un militant CGT. Un arrêté de la Cour de cassation (2 juin 1992) avait pourtant déclaré que « le juge ne peut sans porter atteinte au libre exercice d'un droit constitutionnellement reconnu, substituer son appréciation à celle des grévistes sur le bien-fondé des revendications ».

L'offensive tous azimuts de la droite aux rênes de l'État, main dans la main avec «la» MEDF ne vient pas d'hier. Déjà dans les années 1960 la loi considérait illicite une grève contre des choix émanant des pouvoir publics. Mais en 1961 la Cour de cassation reconnait la «nature professionnelle» de revendications salariales qui se battaient contre la sous-revalorisation du SMIC. Ensuite, après Mai 1968, si la révolution a manqué son rendez-vous, les droits du monde du travail ont progressé.

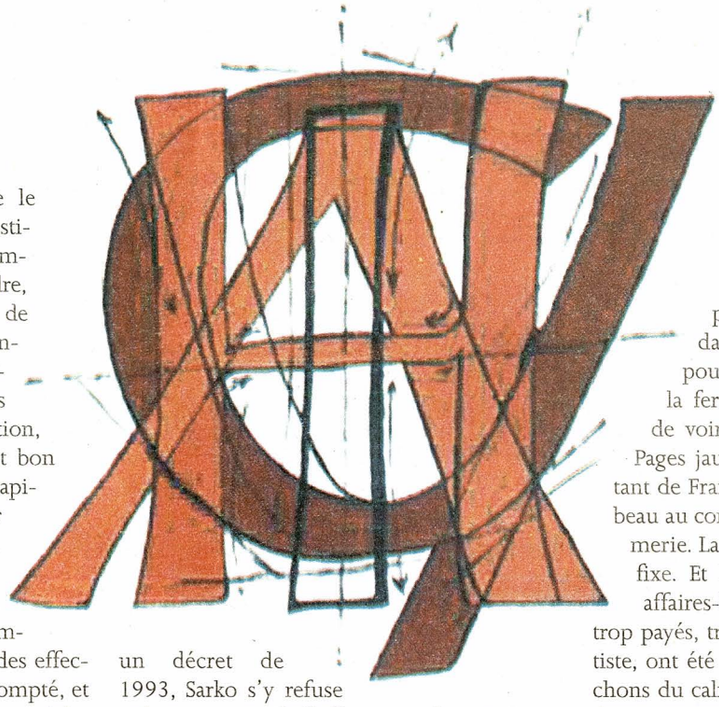
Tout cela pour souligner l'importance de la décision de la cour d'appel d'Aix-en Provence. La mobilisation reste vive dans les Bouches-du-Rhône, même s'il faudra attendre le 21 mars (la veille du 22 !) pour écouter la décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Grève politique, grève revendicative, tout cela se règle aussi dans la rue. Jurisprudence, avancées du droit du travail ne sont que les fruits de luttes et de mouvements sociaux conséquents. On en est encore à les espérer. Les rêves d'aujourd'hui sont les victoires de demain.

Jean-Pierre Germain

Imprimerie nationale

Chronique d'une mort programmée



Cela va faire presqu'un an que le démantèlement d'une des plus prestigieuses imprimerie de labeur a commencé. Et, comme il fallait s'y attendre, sous prétexte des recommandations de Bruxelles mais aussi il faut le reconnaître, d'un déficit abyssal, l'entreprise a été découpée en rondelles plus ou moins grasses. Prise de participation, filiales, ouverture de capital. Tout est bon dans le cochon. Et qui dit filiales et capital ouvert, dit repreneur, dit couper les branches pourries. On connaît la chanson, merci.

Le départ de la division Feuille en lointaine banlieue parisienne, accompagnée d'une diminution drastique des effectifs ne semble pas avoir le succès escompté, et le travail manque. Les tentatives commerciales semblent bien timides et l'on se prend à penser que cette situation pourrait bien être orchestrée pour montrer, une bonne fois pour toutes, la pertinence de l'analyse libérale à la sauce européenne : démerdez-vous avec la concurrence on a perdu assez d'argent comme ça ! Alors que faire ? Est-il syndicalement correct d'aller pleurer après la besogne. On commence à se le demander. Déjà, les repreneurs commencent à loucher. L'outil est moderne. Il subsiste encore l'impression des concours de l'Éducation nationale et de quelques grosses administrations dont l'activité est rentable. Ça peut faire envie à un équarrisseur amoureux de son métier.

Mais la mouche changerait bien de bourricot. On ne parle plus que de ça dans le milieu. Comment se procurer un passeport biométrique pour aller aux États-Unis ? Hormis le danger de la biométrie et le peu d'intérêt d'aller aux États-Unis, ces fameux passeports sont malgré tout l'objet de toutes les convoitises. Le délire ultra-sécuritaire étatsunien, contraint, comme chacun sait, de se munir de ces fameux passeports avec puce. C'est ça ou le visa payant au consulat, à condition de faire la queue. Et les queues s'allongent comme à la soupe populaire pour aller visiter ce beau pays massacreur d'Indiens et inventeur de miss teeshirt mouillé. On caricature comme on peut.

Et confier les passeports à une bande de zozos de la CGT, comme le prévoit pourtant un décret de 1993, Sarko s'y refuse et lance un appel d'offres qui n'aurait jamais dû être lancé et, évidemment, c'est la concurrence, en la personne d'Oberthur, déjà imprimeur de billets de banque, qui ramasse la mise. Mais saisi par les syndicats, le Tribunal administratif a annulé ce marché, et la situation est actuellement bloquée. S'il est vrai que le fameux décret en question assure légalement le monopole de l'impression des passeports, il est aussi vrai qu'à l'époque de sa rédaction la biométrie n'avait pas encore été inventée. L'Imprimerie nationale est pourtant, seule autorisée à réaliser les documents déclarés secrets (et notamment les titres d'identité, passeports, visas, etc.) Mais Sarko est têtu, voire borné, et il s'est mis en tête de faire réaliser le document par ses propres techniciens. Mais ses locaux sont impropres, sa technique un peu lente, voire poussive et ils ne seront jamais prêts avant mai, et certains fonctionnaires seraient bien prêts à lâcher le morceau en faveur de la Nationale qui sait fabriquer, avec ses partenaires, ces produits-là. Par lassitude de voir ce conflit durer sans doute. Il faut imaginer que derrière ces technologies de pointe, et encore une fois malgré tout ce que l'on peut penser de la biométrie, il y a la carte grise, le permis de conduire. Tous ces documents sont actuellement réalisés à la Nationale, et la perte du passeport va accroître la déliquescence du bassin d'emploi de Douai, là où se trouve l'usine. Les rotos sont parties en 2005, la vente par correspondance a été refourguée, la logistique également, la division « continu » est menacée de filialisation elle aussi. Cette usine construite pour imprimer les Pages jaunes dans les années quatre-vingt et pour donner un peu de boulot après la fermeture du bassin minier refuse de voir sa fermeture programmée. Les Pages jaunes sont parties, et le représentant de France-Télécom continue de faire le beau au conseil d'administration de l'imprimerie. La situation n'est donc pas au beau fixe. Et la presse se mêle aussi de ces affaires-là. Les salariés de l'Imprimerie, trop payés, trop syndiqués, trop je-m'en-foutiste, ont été traînés dans la boue par les torchons du calibre *Capital* ou *Valeurs actuelles*. Ce dernier se singularisant en affirmant que c'était le contribuable qui tenait à bout de bras cette vieille institution. Venus de la presse Dassault, cet argument prêterait plutôt à rire. C'est encore le cochon de contribuable qui, par l'État interposé, a contribué à faire de cette famille, une des plus grosses fortunes de France. Bref...

Énorme gâchis financier, technique et surtout humain. Petite précision qui vient compliquer un peu les affaires des dirigeants. La population de l'entreprise connaît de multiples statuts. Il subsiste encore quelques fonctionnaires qu'il faut recaser, des ouvriers sous décrets (le fameux décret du monopole), des salariés de droit privé, sans compter les laissés-pour-compte : intérimaires à vie, CDD, etc. À chaque cas doit s'adapter le plan social. On appelle ça aussi le Plan de sauvegarde de l'emploi, ça fait un peu plus poétique que licenciements collectifs.

De bien beaux jours devant nous. Si la filialisation est fatale car décidée et ordonnée par Bruxelles, tout l'enjeu est d'arracher des garanties aux futurs repreneurs. La tentation est grande de faire monter les enchères, prendre les primes de départ volontaire et partir ailleurs. Mais les salariés de plus de 45 ans sont grillés et caramélisés sur le marché de l'emploi. Alors les épées sont prêtes à sortir des fourreaux.

Loïc Lenoir.

Rennes
CPE, CNE
On en veut pas

Tandis que la région parisienne, en vacances étudiantes, surfait sur la poudreuse ou s'emmerdait dans les quartiers, Rennes maintenait haut la flamme de la contestation et de la mobilisation contre le CPE sur un mouvement exemplaire, dont les étudiants parisiens, désormais rentrés de vacances, feraient bien de s'inspirer.

Déjà, à la manifestation du 2 février de la fonction publique, la mobilisation des étudiants et lycéens était surprenante par son nombre, donnant à l'événement un aspect autrement plus combatif que le sempiternel tour de ville que nous avaient concoctées les directions syndicales. Les rangs étaient serrés, scandant des mots d'ordre appelant à la convergence des luttes étudiantes, lycéennes, précaires, chômeurs et salariés. L'humeur était à la mobilisation pour refuser tout autant le CPE des jeunes que le CNE pour leurs aînés, d'autant que le combat pour l'abrogation du CNE avait été rapidement abandonné par les confédérations syndicales.

Le 7 février, 12 000 manifestants battaient le pavé rennais, en majeure partie des étudiants et lycéens, les organisations syndicales de travailleurs n'ayant pas appelé de façon claire à la grève. Là encore, insufflant une allure bien pugnace à ce cortège, les jeunes imposaient leur rythme, et cela faisait plaisir à voir, les pontes de la CGT locale essayant de le suivre, hilarant! La journée se termina par une rapide visite à la chambre des métiers, afin d'aller clamer notre refus du CPE aux futurs exploiteurs.

Dès le lendemain, le mercredi, l'assemblée générale des étudiants de Rennes 2 (plus de 2000 personnes) décidait de reconduire la grève et le blocage de la faculté, ainsi que d'organiser une nouvelle manifestation, tout en essayant d'élargir la lutte à la faculté de Rennes 1, et aux lycées. Le 9 février nous étions 10 000 à manifester en centre-ville, affolant les pandores présents puisque déambulant dans les rues suivant un circuit innovant, et improvisé.

Le lendemain, vendredi, la grève et le blocage furent reconduit sur Rennes 2, malgré les pressions exercées par le président de la faculté, pourtant soi-disant solidaire de la lutte des étudiants. Sur Rennes 1, faculté toujours plus lente au démarrage (les sciences ont-elles du retard à l'allumage?), les assemblées générales réunissaient de plus en plus de monde et la grève fut votée le 13 février. Les facultés de Brest, de Lannion, de Toulouse et d'autres villes de l'ouest rentraient dans le mouvement.

Le mardi 14 février, plus de 10 000 étudiants et lycéens manifestèrent dans les rues de Rennes, toujours de manière aussi ardente et offensive. Les vacances approchant, l'espoir se reporte sur les étudiants et lycéens de Paris et de Bordeaux, qui doivent reprendre les cours. Des AG se déroulent un peu partout afin de préparer une coordination nationale des facultés. Le jeudi suivant, nous sommes encore 7 000 à tourner dans le centre-ville, principalement des lycéens, les étudiants de Rennes 1 étant restés sur leur campus pour contrecarrer des rumeurs d'intervention d'un quarteron de non grévistes, qui souhaitaient faire débloquer les entrées de la faculté. Forte délégation, parmi les manifestants, des salariés du Centre hospitalier Guillaume Regnier, en lutte pour la sauvegarde de leurs emplois.

Ce même jeudi soir, un charivari de casseroles et d'instruments en tout genre est organisé place de la mairie: un bon millier de personnes y participe. De là, une manifestation improvisée part vers le centre ville. Ce scénario n'avait pas été prévu par la préfecture, et ce n'est qu'au troisième passage devant le sinistre palais municipal que les forces de l'ordre interviennent, balançant de nombreuses grenades lacrymogènes, dispersant les derniers manifestants.

À chaque manifestation, les militants du groupe la Sociale de Rennes de la Fédération Anarchiste furent présents. Nos tracts étaient attendus, particulièrement lors des dernières manifestations, où de nombreux étudiants et lycéens venaient à notre rencontre, montrant un intérêt certain pour nos positions.

À noter: des anarchistes, des étudiants, viendront participer le 6 mars aux assemblées générales de salariés, dans une zone industrielle de Rennes, ceci en prévision de la journée du mardi 7 mars.

La convergence des luttes, enfin?

Philippe, de Rennes.

Le capitalisme ne reconnaît aucun droit au travail

« L'histoire des pauvres n'est pas longue à écrire : jadis ilotes, hier serfs, aujourd'hui salariés. Toujours esclaves. »

Louise Michel

Le CNE puis le CPE sont la soumission du travail au profit du capitalisme et non pour l'emploi. On peut être licencié sans aucun droit à tout moment. On ne pourra pas bénéficier d'un crédit ou de la location d'un appartement, n'offrant pas les conditions de revenus nécessaires. La femme enceinte sera licenciée et n'aura pas le congé maternité.

Ce n'est que l'ébauche d'une généralisation à tous les salariés de la perte du droit du travail. Sous prétexte de modernité, en fait d'adaptation au marché et au profit, la précarité et la flexibilité s'imposent comme mode d'exploitation, taillables et corvéables à merci, sans garantie ni droit, ni respect de la vie privée.

On a même légalisé le travail de nuit pour les adolescents de 15 ans quittant l'école, comme « apprentis juniors », et l'apprentissage à 14 ans. C'est la porte ouverte au travail des enfants. Ce n'est plus la régression au XIXe siècle, mais au Moyen Âge où les maîtres des corporations exploitaient les compagnons-ouvriers et les apprentis. Déjà, à l'école, on oriente les élèves défavorisés vers une filière professionnelle avec l'abandon de matières à l'enseignement. C'est un savoir minimum pour un emploi précaire, pénible et mal payé pour être exploitable par les entreprises, avec une perte de culture générale.

Le pouvoir, dans son arrogance et son mépris, appelle ça « égalité des chances ». Or ces mesures n'aident pas à l'emploi. L'emploi reprendra du fait du départ à la retraite de nombreux travailleurs du baby boom.

Dans le système capitaliste, ce n'est pas le besoin des gens mais le marché qui crée l'emploi, et il est en récession. Ces mesures ne visent qu'à être concurrentielles avec les pays du tiers monde qui ont des salaires de misère, pour que le capital prenne des parts de marché, dans une guerre de concurrence dont les travailleurs font les frais. Mais, globalement, l'emploi créé ici est du chômage ailleurs.

La baisse des salaires et la précarité s'opposent à la consommation, et donc à la production et à l'emploi. L'augmentation de la productivité accroît le nombre de chômeurs qui peuvent encore moins acheter. L'allongement de l'âge à la retraite accroît le chômage et la baisse des revenus augmente la sous-consommation. Ces mesures ne font qu'aggraver les effets de la crise. Le profit est un phénomène pervers dont les contradictions conduisent à la récession du marché et au paradoxe d'organiser la pénurie alors qu'on produit de plus en plus de richesses.

La seule issue serait la création d'un nouveau marché, y compris inutile voire nuisible, pour un productivisme et une expansion à l'infini, avec des dégâts écologiques aboutissant au suicide de la planète. Le réformisme n'obtient que des miettes sans rien régler sur le fond. C'est le capitalisme sous toutes ses formes, petit et grand, libéral ou social-démocrate, privé ou étatique, qui est aberrant et qu'il faut supprimer. Pour cela, la grève générale.

Jean Monjot

Israël-Palestine

Le meurtre d'une enfant palestinienne qui ne justifie pas une enquête sérieuse.

Iman Al Hams, une fillette de 13 ans, a été frappée par au moins vingt coups de feu à proximité de l'avant-poste militaire israélien Girit à Rafah, le 5 octobre 2004.

Le soldat qui a tiré sur elle, puis qui a procédé à « la confirmation de la mort » en vidant son chargeur sur le corps de la fillette, n'a pas seulement été libéré de toutes les accusations mais a aussi récemment reçu une promotion en passant au rang de major. Le soldat, identifié comme le capitaine « R » et qui avait tiré de façon répétée sur l'enfant est un capitaine druze dans l'armée israélienne. Il était passé en jugement pour ce meurtre, mais avait été totalement acquitté.

Mardi 16 février, la police militaire israélienne pour les enquêtes internes a révélé qu'il y a eu de sérieuses failles dans la façon dont l'enquête sur le meurtre avait été menée.

Selon un rapport publié sur le site internet du journal israélien *Ha'aretz*, le commandant général de la police militaire, Roni Benny a nommé il y a peu de temps deux officiers de réserve pour enquêter sur le comportement de la police militaire durant l'enquête. Le travail d'enquête réalisé par les deux officiers révèle que les enquêteurs se sont comportés de façon peu professionnelle et avec négligence. Ils ont en premier critiqué le fait qu'il n'y ait pas eu une équipe spéciale de désignée pour mener l'enquête. L'équipe [qui a mené l'enquête] aurait due être composée d'officiers de plus haut rang et plus expérimentés.

Les enregistrements radio qui rapportent les échanges entre les soldats de l'avant-poste et leurs responsables révèlent qu'il s'agissait non d'un incident mais d'un meurtre de sang-froid. Durant le procès du capitaine « R » et qui s'est terminé par un acquittement, le juge militaire a accusé le capitaine « R » d'avoir fait un mauvais usage de son arme en vidant son chargeur sur le corps de la petite Iman Al Hams, même après avoir constaté qu'elle avait été tuée.

Le juge avait aussi acccusé « R » d'avoir fait obstruction au cours de l'enquête en ayant demandé à ses soldats de changer les témoignages rapportés aux enquêteurs militaires. Les sources journalistes israéliennes rapportent que Yoav Meni et Elad Eisenberg, les deux avocats représentant « R », ont manœuvré de façon à faire apparaître des contradictions entre les « témoins ». Les témoins, qui sont des soldats qui avaient été sous le commandement de « R », ont déclaré avoir menti durant l'enquête puis d'avoir menti alors qu'ils étaient sous serment devant la cour parce qu'ils auraient eu à ce moment-là l'intention de faire évincer le capitaine « R » de leur division.

Les avocats du capitaine « R » ont argumenté sur le fait que

« confirmer la mort » de la fillette était le résultat d'une pratique connue de l'armée israélienne afin « d'éliminer les menaces », en l'occurrence une fillette palestinienne terrorisée, désarmée et qui pleurait.

La jeune écolière âgée de 13 ans était sur le chemin de l'école lorsqu'elle a été assassinée, ce 5 octobre 2004. Bien qu'elle ne soit qu'une parmi les 850 enfants assassinés par l'armée israélienne depuis le début du soulèvement en 2000, sa mort est devenue une des rares qui ait fait l'objet d'une assez large information, ce qui est dû à l'existence d'un enregistrement du meurtre.

Ce qui suit est la transcription des communications radio entre les soldats et leur capitaine :

« Nous identifions une Arabe de sexe féminin à cent mètres de l'entrée de l'avant-poste.

– Qu'est-ce que vous voyez ?

– Nous voyons une "deux jambes" centmètres en avant du poste.

– Pouvez-vous la voir ?

– Positif ; une petite fille qui court, la cible se déplace vers l'est.

– Définissez la position.

– Au nord de Morshah.

– Position non correcte.

– Elle est derrière le fossé, elle est morte de peur, les tirs sont passés à quelques centimètres d'elle.

– Ils lui tirent dessus ; nos soldats sont à 70 mètres d'elle.

– Je crois qu'un de nos postes l'a "envoyée par terre".

– Quoi ? Avez-vous vu qu'elle a été touchée ? Est-elle au sol ?

– Oui, et elle ne bouge plus.

– Reçu.

– Moi et Jefro allons en avant pour confirmer la mort, couvrez-nous. La situation est la suivante : nous appliquons les ordres et tirons sur elle ; elle porte des jeans, un T-shirt et un bonnet. Mort confirmée.

– Reçu.

– Quoi que ce soit qui passe dans la zone doit être tué, même si c'est un enfant de 3 ans. »

Après le meurtre d'Iman al Hams, les avocats de « R », Elad Eisenberg et Yoav Meni ont tenté de focaliser le procès sur le système dans son ensemble et sur les règles d'engagements demandées par l'armée.

« Plutôt que de mener "R" devant un tribunal, c'est l'ensemble du système qui doit être mis en jugement, système qui autorise l'armée à mener des actions mortelles à Gaza et provoque ainsi la mort de dizaines de civils innocents », conclu le journal *Ha'aretz*. Au contraire, l'officier a été acquitté, récompensé, promu et continue à servir dans les Territoires palestiniens sous occupation.

22 % des Palestiniens tués par l'armée israélienne durant l'intifada al-Aqsa qui s'est déclenchée en 2000 étaient des enfants. Ils ont été tués dans les rues, les écoles ou à leur domicile durant les rafles dans les maisons palestiniennes.

Le Croissant rouge palestinien rapporte que le nombre de Palestiniens tués par l'armée israélienne depuis le début de l'intifada jusqu'au 13 février 2006 atteint 3808, et que le nombre de blessés est de 29456. Le nombre d'enfants tués par les militaires israéliens durant la même période est de 851, dont 160 avaient moins de 12 ans.

Apparemment, « l'impossiblité d'enquêter » lors de la mort de civils palestiniens tués par les soldats israéliens est la règle.

Le cas d'al Hams n'a donné lieu à aucun jugement devant une cour criminelle car les enquêteurs eux-mêmes étaient impliqués dans les tirs qui ont coûté la vie à la fillette.

À présent, l'armée dit qu'il y a eu vice de forme dans la conduite de l'enquête sur « la confirmation de la mort » d'une enfant palestinienne de 13 ans. Apparemment, la vie des Palestiniens, y compris celle de leurs enfants, ne justifie pas la moindre enquête sérieuse de la part de l'État israélien.

Saed Bannoura

publié le samedi 18 février 2006

Source : CCIPPP
Traduction : Claude Zurbach

Pétrole
Fin du modèle éc

Jean-Pierre Tertrais

Jean-Pierre Tertrais milite
au groupe La Sociale de Rennes

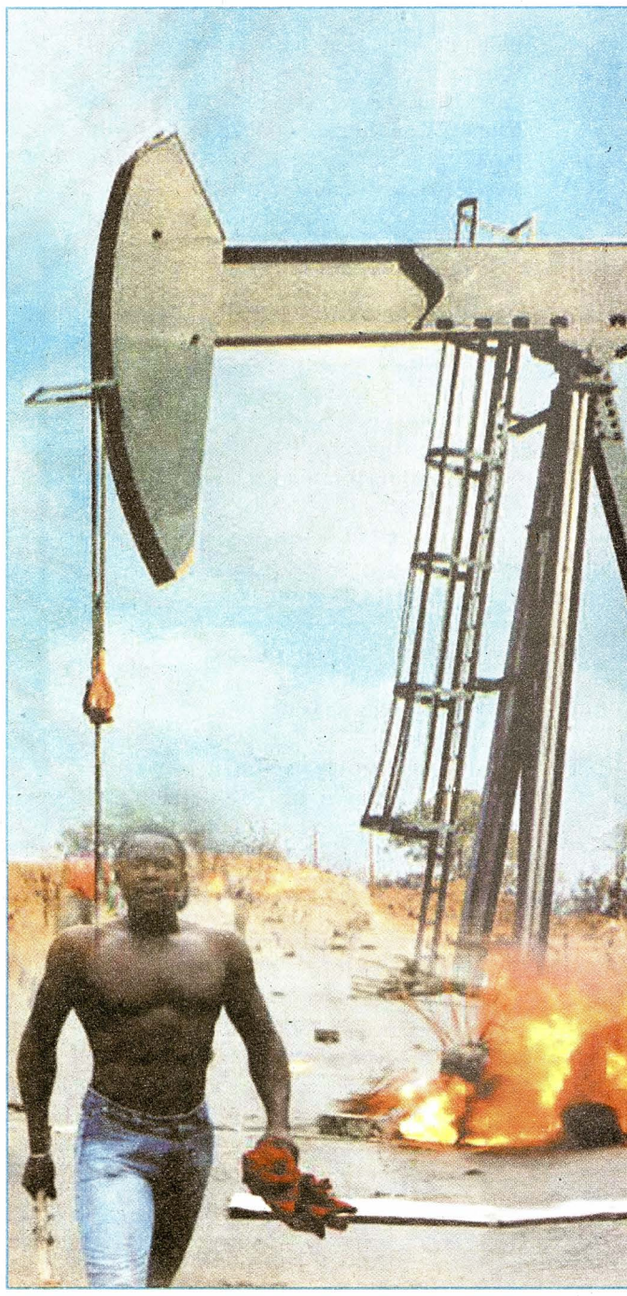
Obsédés par le contrôle des marchés, assiégés par la logique du profit et les techniques spéculatives, les milieux d'affaires ont l'œil rivé sur le Dow Jones, le Nikei ou le CAC 40. Fascinée par la perspective des carrières à réaliser, la classe politique, tous bords confondus, se lance dans le nouveau marathon des futures élections de 2007. Tétanisées à l'idée d'être débordées par leurs bases, les grandes centrales syndicales s'acharnent à briser l'unité en organisant des randonnées pédestres festives. Façonnée par des médias à la botte du pouvoir, l'opinion publique n'en finit pas de succomber aux délices de l'abêtissement culturel. La servitude volontaire bat son plein. Le silence des pantoufles assourdit autant que le bruit des bottes. Aucun projet historique ne semble mobiliser l'énergie. Nous vivons dans l'ère du vide.

Pendant ce temps, presque en silence, dans l'apathie et la torpeur quasi générales, un drame s'accomplit : la fin du pétrole bon marché dans une société fondée essentiellement sur... le pétrole bon marché. En dépit du bluff, de la manipulation des données (évaluation surestimée des réserves), des déclarations optimistes, nous nous approchons du fameux pic de Hubbert, c'est-à-dire du moment où la production ne pourra plus satisfaire la demande (2010, 2012, 2015 ?). L'amélioration des technologies d'extraction du pétrole n'y changera rien. Le volume des découvertes décline depuis le milieu des années 1960. Il devient nécessaire de creuser de plus en plus de puits pour finalement découvrir de moins en moins de pétrole. Par ailleurs, le remplacement du pétrole conventionnel par le non conventionnel (sables asphaltiques, huiles extralourdes...) ne satisfera qu'une partie dérisoire des besoins. Et il n'y a aucune alternative sérieuse au pétrole, étant donné les coûts écologiques, énergétiques et financiers. La conséquence directe est l'inflation des prix des produits pétroliers qui atteindra des secteurs vitaux de l'économie : agriculture, pêche, transport, tourisme. Il faudra globalement se déplacer moins vite, moins loin et moins souvent.

De graves conflits

Les gouvernements s'efforceront de retarder l'échéance en accordant des compensations financières face aux revendications des différents acteurs sociaux. Mais ce replâtrage sera de courte durée : la hausse des hydrocarbures sera brutale et irréversible (certains économistes prévoient un baril à 300 dollars en 2015 !). Notre grande dépendance au pétrole, des habitudes tenaces de consommation, la forte croissance asiatique maintiendront pendant encore longtemps une demande élevée pour des raisons quasi vitales. Aussi les dirigeants des pays industrialisés emploieront-ils tous les moyens pour garantir leur approvisionnement pétrolier. Nous risquons donc d'entrer dans une ère d'intensification (car ils existent déjà) de conflits internationaux, de guerres permanentes pour l'accès au pétrole et son contrôle (lieux de production et d'acheminement). Et aussi d'assister à une nouvelle forme de terrorisme, les conditions se trouvant souvent réunies.

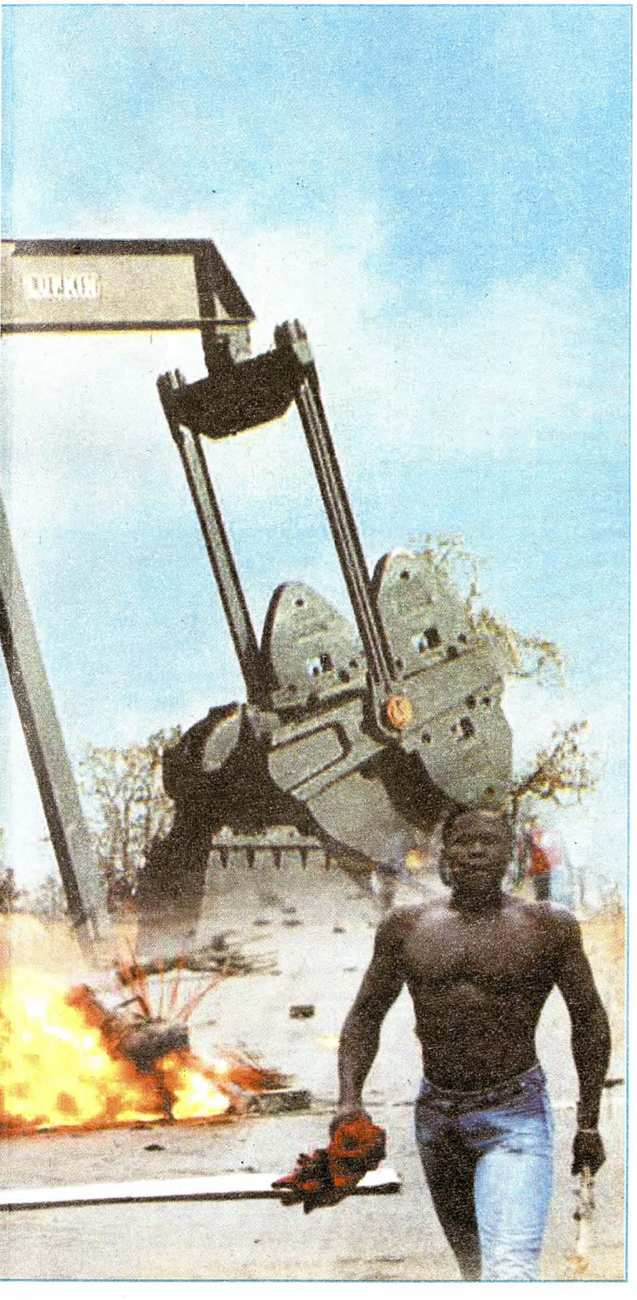
La récente affaire du gaz russe montre assez bien ce qui pourra survenir dans un avenir proche. Pour punir l'Ukraine, Gazprom, le géant russe du gaz naturel, avait réduit ses livraisons de 100 millions de m^3, occasionnant ainsi une chute d'approvisionnement en Europe (14 % en Pologne, 25 % en Italie et en France, 40 % en Hongrie). Un coup de gueule de l'Europe devait suffire à assurer un retour à la normale. Jusqu'à quand ? Un exemple parmi d'autres de l'utilisation de l'énergie comme moyen de pression économique ou politique.



Un chaos social

La volonté des classes dirigeantes de protéger les intérêts de l'industrie pétrolière a conduit les gouvernements à éliminer les solutions qui se présentaient : réduction de la production, économies réelles d'énergie et de matières premières, développement des énergies renouvelables. C'est donc dans l'urgence que s'effectuera cette transition vers l'après-pétrole. Et ce sont, bien entendu, les classes les plus vulnérables qui subiront le plus lourdement cette flambée des prix qui concernera quasiment tous les secteurs. Après avoir souffert des conséquences du modèle écono-

conomique



mique fondé sur le pétrole (chômage, exclusion, délocalisations, précarité), ce sont ces mêmes catégories sociales qui vont connaître, avec le déclin du pétrole, des conditions de vie de plus en plus difficiles.

Restrictions imposées ou consenties dans l'accès aux biens et aux services, fragilisations, instabilités, affrontements, ruptures. Jusqu'où pourront aller ces « dynamiques sociales » à l'œuvre ? Quelle ampleur pourront prendre les émeutes populaires face aux pénuries ? Faudra-t-il parler d'effondrement économique et social, voire d'économie de guerre ? Comment les grandes villes s'adapteront-elles aux difficultés d'approvisionnement ?

Les expérimentations positives, plus ou moins longues à mettre en œuvre (autoproduction pour certains, jardins familiaux, circuits courts, troc, réseaux d'entraide, coopératives alimentaires...), n'empêcheront pas un nombre important de familles, de ménages, de subir douloureusement ce choc, à commencer par la perte d'emploi due aux restructurations des secteurs les plus touchés ou à l'impossibilité financière de se déplacer, et toutes les conséquences prévisibles (restrictions sur l'alimentation, le chauffage, la santé, l'éducation, les loisirs...). De nombreuses galères en perspective : tragique dénouement d'une civilisation qui avait promis l'abondance pour tous.

Réussir la révolution

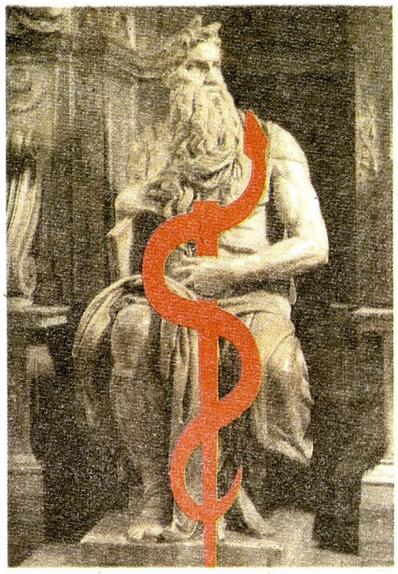
Les bouleversements sociaux considérables, que certains reprochent aux anarchistes de vouloir provoquer, vont se produire. Et c'est le système capitaliste lui-même, empêtré dans ses propres contradictions, qui les aura engendrés ! Notons au passage qu'il paraît hautement probable que les dirigeants passés et présents, parfaitement informés des conséquences de leurs décisions, ne paieront jamais pour l'impréparation coupable, la gabegie criminelle dont ils auront été les auteurs.

La révolte grondera, c'est la seule certitude. L'issue est aléatoire : socialisme libertaire ou barbarie. La mondialisation n'a pu se réaliser que grâce au pétrole bon marché ; par conséquent, en perdant l'or noir, le capitalisme se verra privé de son arme principale. Si nous ne sommes pas capables de profiter de cet affaiblissement considérable pour construire la gestion directe des ressources, la maîtrise collective de la production, le partage des richesses par la solidarité et l'imagination, attendons-nous à voir se développer les gangs, les mafias, la corruption, le crime ou à subir les mesures draconiennes d'États totalitaires au nom de la sauvegarde de la planète.

« Dès aujourd'hui, nous devons nous impliquer dans la vie municipale en participant aux élections, en assistant aux réunions du conseil... », voici tout ce que trouve à écrire Yves Cochet, docteur en mathématiques et ancien ministre de l'Environnement, dans un livre par ailleurs bien documenté *Pétrole Apocalypse* (Fayard). Coluche se serait écrié : « Quand on n'a que ça à dire, on devrait fermer sa gueule. » Il est toujours aussi navrant de voir un intellectuel, parfaitement lucide sur les conséquences dramatiques de l'après-pétrole (la lecture du livre le prouve), prôner une nouvelle fois le réformisme, le parlementarisme, c'est-à-dire la stérilité. Ceux qui détournent, par lâcheté, l'énergie des populations de la seule voie porteuse d'avenir – la révolution sociale et libertaire – portent une lourde responsabilité.

J.-P. T.

La Bible amusante



Les uns collectionnent les étiquettes de boîtes de camembert, les autres les soldats de plomb, pour d'autres enfin, ce sont les Bibleries. Toutes ces contradictions, ces absurdités, ces monstruosités dont la Bible regorge. Un petit livre fort sérieux, *Phallic Worship, a history of sex and sex rites in relation to the religions of all races from antiquity to the present day* de George Riley Scott (Panther) vient de m'en servir un joli plateau. Les deux meilleures concernent deux bizarreries de la Bible qui m'intriguaient depuis longtemps. La première est l'épisode (Nombres, 21 ; 8) où, comme toujours, les Hébreux râlent. Le Grand Barbu les punit en envoyant des serpents venimeux les mordre (le dieu d'Amour n'arrive que quelques siècles plus tard). Moïse appelle le grand barbu au téléphone, présente ses excuses, et s'entend dire que si les Hébreux suspendent un serpent de bronze à un poteau, quiconque sera mordu n'aura qu'à regarder le serpent de bronze pour être guéri [1]. Incompréhensible, de la part d'un Dieu qui déteste les idoles. Mais voilà, le serpent est un symbole religieux partout où vivent des serpents (d'où l'absence de culte Esquimau du serpent polaire) ; il a l'habitude de changer de peau tous les ans et simultanément celle, plus inquiétante, de donner la mort alors qu'il n'a même pas de pattes ou d'ailes. Le serpent est le symbole de l'immortalité, et du pouvoir destructeur. Et puis, heureux hasard, un serpent qui se dresse évoque un phallus qui se dresse, la tête imitant le gland qui sort du prépuce. Le serpent est donc un symbole du phallus, lui-même symbole d'immortalité, et du pouvoir créateur. Quelle trinité ! Bref, cet épisode est le plus beau des nombreux indices bibliques que, comme tout le monde mais sans trop le crier sur les toits, vénéraient le phallus.

Les aficionados reliront leurs Bibles, se souviendront de tous les épisodes où Dieu est un « pilier », tiens donc, ou un « roc », sur lequel prophètes, rois et patriarches érigent des piliers. Une partie de l'histoire religieuse biblique est l'histoire de la lutte des prophètes contre les autres cultes phalliques, une guerre de gangs entre la bande à Jérémie, à qui appartient le Dieu invisible, omnipotent, unique mais encore un peu phallique, et la bande à Sodome (je simplifie, on aura compris...) pour qui le phallus est l'alpha et l'oméga. La Bible comporte une dose de quasi-impartialité dans le récit de cette guerre de gangs plusieurs fois séculaire : ainsi, la fin de l'histoire du serpent de bronze peut être lue dans 2 Rois 18 ; 3, c'est-à-dire 800 ans plus tard. Ce n'est qu'à ce moment que le roi Hézékiah détruit le serpent de bronze. Donc pendant au moins huit cents ans, les Hébreux ont vénéré le phallus Yahwhéen.

Incidemment, dans le même paragraphe, Hézékiah détruit le poteau dédié à Mlle Asherah, déesse de la Lune chez les voisins. La Lune, symbole féminin ; le croissant de lune, si souvent placé sous les pieds de la Vierge Marie, est symbole de la yoni (la vulve) chez les Hindous, et là, dans la Bible, nous indique Scott, le nom de la vulve sacrée. Scott ajoute que les Assyriens nommaient le pénis « Asher » ; et le testicule droit – celui qui donne les garçons – « Anu » ; et le gauche – celui qui donne les filles – « Hoa ». Or quand Rachel (Genèse 35 ; 18) est sur le point de mourir, elle nomme son dernier-né « Benoni ». La Bible glisse et dit simplement : « Mais Jacob l'appela Benjamin ». Ben Oni : fils de mon testicule droit ; Benjamin : fils de mon côté droit. On comprend Jacob.

J'ai mentionné deux bizarreries, voici la deuxième : pourquoi donc les Hébreux passent-ils leur temps à se rebeller contre Yahweh, pourquoi la Bible, écrite par les vainqueurs Yahwhéophiles, montre-t-elle un dieu apparemment incapable de se faire respecter ? Parce que les cultes aux séductions desquels les Hébreux cèdent systématiquement étaient des cultes phalliques, seulement phalliques. Et alors ? Alors, le vrai culte phallique se célèbre avec le phallus. Les cultes phalliques, seulement phalliques, donnaient lieu à orgies, prostitution sacrées, fêtes dans l'obscurité, embrassades confuses mais générales. Avec les cultes phalliques, les Hébreux s'amusaient. Mais avec le culte qui a gagné...

Nestor Potkine

---

1. Les Pères chrétiens, pleins d'astuce, feront de cet épisode grossièrement païen une annonce du Christ, qui, comme le serpent d'airain, est suspendu à un poteau et vers qui, comme le serpent d'airain, il suffit de tourner ses regards pour être sauvé !

Armées partout, guerre nulle part ?

Avers et revers d'une médaille

Léa Gallopavo

Collage d'Éric Coulaud

Il en est des événements sociaux comme des refoulements psychiques : le trouble finit toujours par remonter à la surface par quelque eczéma, tic ou toc (trouble obsessionnel compulsif). Pour la société française, 2005 aura ainsi été le grand retour de la guerre d'Algérie sur le devant de la scène ; et le droit, toujours à la ramasse des évolutions sociales, en aura été l'un des prurits révélateurs.

Guerre symbolique et guerre réelle

On pense bien sûr à la loi de 1955 instaurant l'état d'exception, réactivée en décembre 2005 comme réponse symbolique aux brasiers des banlieues. Symbolique car postérieure aux faits qu'elle était censée prévenir. Symbolique aussi car tout le mouvement législatif depuis les années 80, considérablement accéléré depuis 2000, a consisté précisément à introduire les règles de l'exception dans le principe. L'état d'exception, caractérisé par les pleins pouvoirs aux auxiliaires de la répression et par l'arbitraire avec lequel ils en usent et abusent, est en fait déjà devenu la règle. Afficher cette règle par une loi permet juste au Tyran de mesurer la soumission et l'obéissance de ses sujets. Symbolique enfin dans les mots utilisés, qui ne sont jamais neutres : « événements », « émeutes » ou « révoltes » sont les mêmes termes que ceux par lesquels on occultait, il y a deux générations, la « guerre » d'Algérie. Devra-t-on attendre deux nouvelles générations pour désigner enfin l'apartheid social comme une véritable guerre ?

Car les militaires sont prêts, eux, dont toute l'évolution stratégique a consisté à penser un ennemi qui n'est plus une autre armée, mais une guérilla essentiellement urbaine, voire même simplement des mouvements ou groupes qui menaceraient l'ordre public. Une armée sans guerre, voilà qui ne manque pas de bouleverser les représentations du « militaire », dans et hors l'armée. En haut du schéma, cela réduit à néant l'alibi de la dissuasion pour justifier l'arme nucléaire (il n'y a plus que l'accidenté cérébral Chirac pour oser l'ineptie selon laquelle la France pourrait utiliser ses missiles balistiques en cas de menace terroriste). En bas du schéma, cela pose le problème autrement plus crucial des médailles, auxiliaires naturels des uniformes. Car sans guerre, plus de médaille de guerre ; et on ne peut quand même pas fonder les médailles sur les travaux ménagers ou les beuveries qui rythment le quotidien des armées...

Or, ici et de nouveau, l'intense activité juridique de nos représentants « démocratiques » a produit un prurit exemplaire : le décret n° 2005-1493 du 2 décembre 2005, modifiant le décret n° 56-371 du 11 avril 1956 portant création de la croix de la Valeur militaire. Analyse de textes !

Symbolique de la guerre

Avril 1956 : neuf ans d'Indochine, deux ans d'Algérie, et toujours pas de guerre : il fallait agir, et vite ! C'est chose faite avec l'article premier du décret par lequel « il est créé une médaille dite de la Valeur militaire » destinée à récompenser les militaires ayant accompli des actions d'éclat au cours ou à l'occasion d'opérations de sécurité ou de maintien de

l'ordre ». Plus besoin de guerre pour une médaille : d'Alger ou de Constantine jusqu'à Charonne, des oueds de l'Atlas à la Seine parisienne charriant des corps interdits, la valeur militaire saura être distinguée !

Le seul prix à payer sera d'accepter que les annales soient épurées de ce sadisme qui aura pourtant fait tout le sel de l'action d'éclat. En effet l'art.2 du décret dispose que « l'attribution de la médaille sera accompagnée d'un texte rappelant succinctement, mais avec précision, le comportement du bénéficiaire à l'occasion des faits ayant motivé la collation de cette décoration ». Tant pis ! Il sera toujours temps, après l'amnistie, d'avouer crânement la torture dans quelques mémoires à publier.

Cette institution de la Valeur militaire hors la guerre permet en outre d'ouvrir une porte vers la militarisation des civils. C'est l'art.3 qui s'en charge, en disposant : « la médaille de la Valeur militaire pourra être également et exceptionnellement conférée aux personnels non militaires qui se distinguent au cours des opérations visées à l'article premier ci-dessus ».

Quelle belle trouvaille, décidément, que cette guerre sans guerre ! Et nos Shadocks galonnés ne s'y sont pas trompés ; car si l'Armée reste conservatrice par nature et la guerre prétendument « vraie » reste dans les représentations militaires comme une référence absolue, l'art.8 du décret de 1956 prévoit d'emblée un premier accessit : « la médaille de la Valeur militaire prendra place immédiatement après la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs ».

Quoi de neuf depuis l'Algérie ?

Tout semblait dit, ma foi ! Alors pourquoi changer ? Voyons cela en jouant aux sept erreurs. Tout d'abord, la décolonisation – juridiquement parlant – est passée par là. Par ailleurs, les instances internationales (Otan, Onu) sous l'égide de qui les guerres sans guerre se font désormais, n'ont pas retenu la dialectique formelle des « opérations de sécurité ou de maintien de l'ordre » comme justification, mais plutôt l'ingérence humanitaire. Les États-Unis avec le Royaume-Uni, quant à eux, revendiquent carrément leur impérialisme mondial. Finalement, seule la Russie a pris exemple sur la France et s'offre du bon vieux « maintien de l'ordre » dans le Caucase.

Mais cet élève n'est pas le plus recommandable médiatiquement, et nos sabropathes ont donc dû se positionner vis-à-vis de la notion de territoires intérieurs ou extérieurs. L'article premier nouveau dispose donc désormais : « Il est créé une croix dite «de la Valeur militaire» destinée à distinguer individuellement les personnels de la défense, civils et militaires, ayant accompli une action d'éclat, hors du territoire national, au cours ou à l'occasion de missions ou d'opérations extérieures. » On notera au passage qu'il est désormais bien acquis que les personnels civils de la défense sont éligibles à cette distinction au même titre que les militaires. Il n'y a plus d'« exceptionnellement ».

Ensuite, il importe de bien souligner la nature fondamentalement arbitraire et hiérarchique de la logique militaire. Le nouvel art.2 dispose donc que « Le ministre de la Défense détermine, par voie de décision particulière, sur proposition du chef d'état-major des armées :

– Le ou les territoires ouvrant droit à l'attribution de la croix de la Valeur militaire ;

–La date à partir de laquelle la croix peut être décernée sur ce ou ces territoires ».

L'art.3 enfonce le clou tout en apportant une précision intéressante : « Le ministre de la Défense peut décerner personnellement la croix de la Valeur militaire, à tout moment et quel que soit l'échelon, aux personnels de la défense, civils et militaires, ayant accompli une action d'éclat, au cours de missions de protection spéciale des autorités de l'État, de recherche et d'exploitation du renseignement et de libération d'otages. » Que voilà du beau travail de juriste, qui place le droit au plus près des instruments permettant « la recherche et l'exploitation du renseignement » : gégène, baignoires, etc. Quant au critère des otages, son usage est suffisamment étendu pour légitimer nos barbouzes dans n'importe quelle de leurs missions.

Une dernière modification encourage à l'exploit : le nouvel art.7 prévoit que « la croix de la Valeur militaire peut être décernée par le ministre de la Défense à titre posthume». Plus n'est donc besoin d'en revenir vivant. La médaille se porte aussi bien sur l'uniforme que sur la bière.

Et demain ?

Un ultime pas reste à faire : supprimer la limitation aux « missions ou opérations extérieures », afin que cette médaille de guerre sans guerre, puisse s'obtenir sur le territoire national, dans ces périphéries dites de « non-droit », c'est-à-dire où ceux que l'on y parque ne se voient reconnaître effectivement aucun droit !

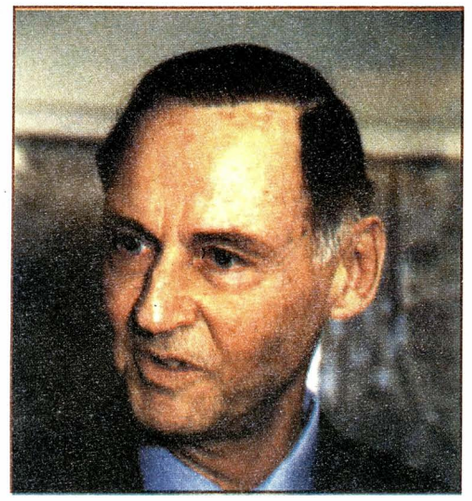
Le texte du décret de 2005 prépare d'ailleurs cette évolution puisque l'art.3 qui institue le pouvoir propre et discrétionnaire du ministre de récompenser « à tout moment et quel que soit l'échelon, [les] personnels de la défense, civils et militaires, ayant accompli une action d'éclat, au cours de missions de protection spéciale des autorités de l'État, de recherche et d'exploitation du renseignement et de libération d'otages » ne porte pas explicitement le visa de l'article premier. De telle sorte que rien ne le subordonne avec certitude à la condition des opérations « extérieures ».

Une grève de plus qui prendrait les usagers ou les patrons « en otages », des révoltes menaçant un peu plus « les autorités de l'État » que les précédentes ne l'ont fait. Et voilà les militaires ou civils de la Défense qui pourront courir après les médailles en jetant aux fleuves de France de nouveaux corps interdits. **L. G.**

Léa Gallopavo milite au groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste

Collage d'Eric Coulaud

Paul Avrich 1931-2006



Paul Avrich est mort à New York le 17 février 2006 au matin. Depuis quelques années, il était frappé de cette sale maladie qui s'en prend à la conscience et à l'intellect de nos anciens.

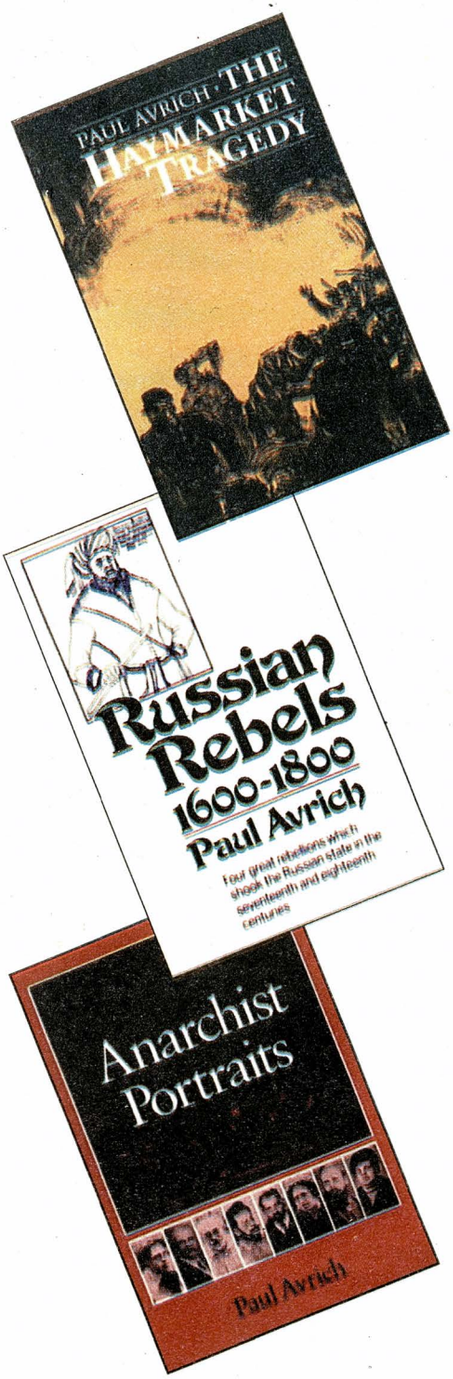
D'une famille juive originaire d'Odessa, il avait pu aller étudier en URSS grâce à la visite aux États-Unis de Nikita Khrouchtchev, en 1959, qui n'avait pas seulement tapé du pied mais aussi autorisé des échanges d'étudiants. C'est là que Paul, travaillant à sa thèse (*The Russian Revolution and the factory committees*, 1961), découvrit l'insurrection de Kronstadt et le rôle des anarchistes dans la révolution. Il en tirera plusieurs ouvrages, controversés mais pionniers. Et en retirera une affection et une solidarité jamais désavouées pour les anarchistes: pour les personnes, plus que pour l'engagement militant.

C'est ce qu'il chercha à enseigner aux étudiants du Queens College de New York, durant toute sa vie active et malgré l'opposition initiale des autorités universitaires; le développement aux États-Unis des recherches historiques sur l'anarchisme est sans doute partiellement dû aux « belles histoires de l'oncle Paul ». Il n'aimait en effet rien tant que raconter, et faire parler ses interlocuteurs: il n'était pas de la génération qui a appris à combiner histoire, sociologie et anthropologie. Mais aussi il lisait sans difficultés la plupart des langues européennes, y compris le russe et le yiddish, ce qui donne une belle ampleur à ses récits.

Après les anarchistes russes, il s'est lancé dans une grande histoire du mouvement anarchiste aux États-Unis, par chapitres thématiques: Voltairine de Cleyre d'abord, puis les Écoles modernes inspirées de Francisco Ferrer, la tragédie de Chicago en 1886, Sacco et Vanzetti, les anarchistes juifs, les immigrés et réfugiés. Son dernier ouvrage important réunit deux cents interviews menées pendant près de trente ans, « source d'une valeur incomparable pour les futurs chercheurs... Mais l'histoire orale ne remplace pas l'histoire conventionnelle, qui doit être attestée par des documents écrits... La mémoire est souvent lacunaire et des erreurs interviennent », écrit-il dans la préface à ces « voix anarchistes » assorties de centaines de notes et d'un gigantesque index. Il a permis que ces militants, « anonymes » pour la plupart, ne tombent pas dans l'oubli, et ouvert des pistes à d'innombrables recherches et réflexions.

Paul Avrich a été un fidèle ami du CIRA, contribuant généreusement à ses finances et à ses collections (lors d'un de nos derniers contacts, il a soutenu la publication en russe de Voline et offert une préface). Il a été un fidèle ami des anciens du mouvement, les mettant en contact les uns avec les autres, suivant leurs réunions, faisant des visites régulières – et les voyant disparaître les uns après les autres. Sans lui, la mémoire du mouvement se serait perdue en grande partie.

Marianne Enckell



Principaux ouvrages de Paul Avrich:

– *The Russian anarchists*. Princeton University Press, 1967; rééd. 1978 (*Les Anarchistes russes*; trad. Bernard Mocquot. Paris: Maspero, 1979; autres trad. en japonais, espagnol, italien).
– *Kronstadt, 1921*. Princetown: Princetown University Press, 1970 (*La Tragédie de Cronstadt, 1921*; trad. Hervé Denès. Paris: Seuil, 1975; autres trad. en espagnol et en tchèque).
– *Russian rebels, 1600-1800*. New York: Schocken books, 1972.
– *The Anarchists in the Russian Revolution*. New York: Cornell University Press, 1973 (*Gli anarchici nella rivoluzione russa*; trad. Michele Buzzi. Milano: La Salamandra, 1976).

L'Histoire du mouvement anarchiste aux États-Unis, aux presses de l'Université de Princeton: *An American anarchist: the life of Voltairine de Cleyre*, 1978. *The Modern School movement: anarchism and education in the United States*, 1980. *The Haymarket tragedy*, 1984. *Anarchist Portraits*, 1988. *Sacco and Vanzetti, the anarchist background*, 1991. *Anarchist voices: an oral history of anarchism in America*, 1995.

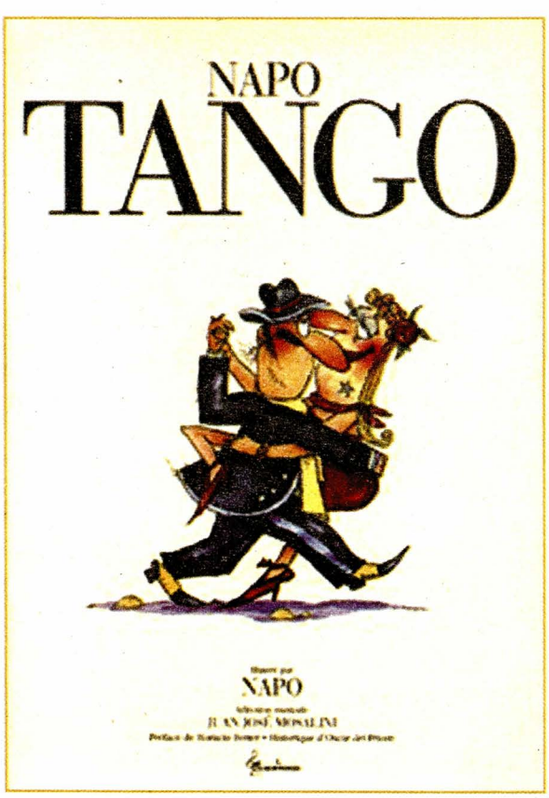
Merci à Federico Arcos de m'avoir rappelé quelques repères biographiques après m'avoir transmis la triste nouvelle.

Dessins

« Premières nouvelles du Nouveau Monde »

Exposition à la librairie du Monde libertaire à partir du 3 mars

Pascal Bedos



NAPO est né à Rosario de Santa Fé (Argentine), comme Che Guevara, mais lui a l'oreille musicale et ne confond pas un tango [1] avec une marche militaire. Ce n'est pas en référence à un certain Bonaparte qu'il a adopté son pseudo mais plutôt en songeant à la ville d'où vient sa famille, Napoli (Naples). Car Napo, ainsi que nombre d'Argentins ont connu la nostalgie de son pays d'origine, puis – quittant l'Argentine –, la nostalgie de l'endroit où il était né et avait vécu. Il s'est installé à Paris, a résidé en Italie et en Espagne, s'ennuyant alors de la capitale française dans ces pays. Rien d'étonnant à ce que le tango soit le blues des Argentins ! Le tango chante avec humour la vie (la réciproque est aussi vraie : « *La vida es un tango* »), les amours, la misère, les difficultés...

« Ses gosses ne pleurent pas
sans raison, ne veulent pas
de gâteaux, de bonbons, de jeux,
Monsieur,
ses enfants meurent de froid,
Et pleurent, affamés de pain... »

Savez-vous que le pape Pie XII a condamné le tango, « musique lascive », que les militaires l'avaient, pendant la dictature, interdit d'antenne radio. Car il fut un formidable outil d'intégration et de communication entre hommes et femmes, vieux et jeunes, venant de tous horizons. Napo se souvient d'un soir de Mardi gras où quelque 10 000 danseurs se sont arrêtés pour écouter, avec attention, trois chanteurs. Et puis le tango a périclité, asphyxié par le rock'n'roll et Coca Cola, il s'est embourgeoisé... C'est, paradoxalement, la crise économique qui l'a sauvé. Le tango renaît aujourd'hui du désir de retrouver une identité, du souhait populaire de se réapproprier un moyen d'expression, des emprunts à d'autres musiques latino-américaines...

Car le tango, dès ses origines, est métissé. Né dans les faubourgs et les lupanars, c'est un incroyable mélange de rythmes espagnols, noirs, cubains, fruit du déracinement des paysans et des gauchos, descendants d'Indiens et de conquistadors. Ces conquérants espagnols, qui ont « découvert le Nouveau Monde » – comme s'il n'existait pas auparavant ! – ont surtout fait connaissance avec les Indiens. Eux s'en seraient bien passés car ils ont pris les « bienfaits de la colonisation » en pleine gueule : maladies, viols, meurtres, tortures, esclavage, conversions forcées, acculturation, etc. C'est ce que relate Napo avec ses dessins colorés à la Dubout, pas si souriant que ça, et c'est pour cela qu'il exposera à la librairie du Monde libertaire à partir du 3 mars [2].

Il a eu en effet la bonne idée de relire la prose des militaires et des prêtres, racontant leurs aventures dans le « Nouveau Monde ». La bêtise et l'ignorance font alors concurrence à la cruauté et à la cupidité (déjà cette fameuse fièvre de l'or). « Les Espagnols n'ont jamais respecté leur parole ni la vérité [...]. Lorsque les Espagnols demandaient aux Indiens (et cela est arrivé non une fois mais bien souvent) s'ils étaient chrétiens, l'Indien répondait : "Oui, Seigneur, je suis déjà un peu chrétien parce que je sais déjà mentir un peu ; un jour, je saurais mentir beaucoup et je serais beaucoup chrétien." » (Bartolomé de Las Casas, *Historia*)

Certes, cela fait fort longtemps, mais ces Espagnols font irrésistiblement penser aux Boers colonisant l'Afrique du Sud, à ces Anglais traitant avec le tact qu'on leur connaît les Aborigènes d'Australie, à ces Français « civilisant » les Arabes d'Algérie et, plus récemment encore, à ces GI américains « libérant » les Vietnamiens ou les Irakiens (là, il s'agit de la fièvre de l'or noir). Même igno-

rance de l'autre, de l'étranger, de ses coutumes, et désir forcené de se remplir les poches, de bien vivre en exploitant l'indigène. Les Indiens/indigènes sont d'ailleurs partout les mêmes, « couards comme des lièvres et sales comme des porcs ; ils mangent des poux, des araignées et des vers crus quel que soit l'endroit où ils les trouvent, ils ne possèdent point l'art et la manière des créatures humaines. » (Tomás Ortíz, évêque de Santa Marta). L'être humain a finalement peu évolué dans sa façon de se comporter avec ses congénères.

Pour finir de présenter Napo, sachez qu'il est dessinateur depuis 1960 et illustrateur de presse (en France : *Lui*, *l'Express*, *Pif*, *le Monde*, *le Monde Initiatives*, etc.), qu'il a exercé son métier dans plusieurs pays, qu'il est membre fondateur des Humoristes associés, qu'il réside en France depuis 1975 et, pour avoir travaillé avec lui, que c'est un formidable bonhomme.

---

1. Il a d'ailleurs commis un magnifique livre de 96 pages couleur, en illustrant avec humour vingt et un tangos. En prime, il y a une préface de Horacio Ferrer (président de l'Academia de tango), une synthèse historique d'Oscar del Priore, un glossaire des termes spécifiques et un CD audio des différents tangos illustrés (sélection musicale de J.-J. Mosalini). Le tout s'appelle Napo Tango, est bilingue (français-espagnol) et coûte 38 euros.

2. « Premières nouvelles du Nouveau Monde », expositions des dessins de Napo à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, à partir du 3 mars 2006.

VASCO DE QUIROGA
-(LETTRE AU CONSEIL DES INDES)-

—o—

Grande distribution... et grosse exploitation

Un samedi ordinaire de courses à la grande surface du coin. Le caddy rempli (faut bien manger...), je fais la queue à une caisse. Arrive mon tour, j'ai soif et bois un coup d'une bouteille entamée (dans mon chariot, pas volée, hein !). M'adressant à la caissière, je lui dis : « Excusez-moi de vous boire sous le nez !

– Oui, surtout que j'ai un petit creux depuis ce matin », me répond-elle.

À la vue de l'heure (midi bien sonné), je lui dis tout de go : « Vos trois quarts d'heure de pause vont bientôt arriver ?

– Pensez-vous, pour manger nous avons le droit à trois minutes par heure travaillée. »

Surprise (de ma naïveté), la caissière m'explique alors son fonctionnement. De préciser que si elle prend plus que les trois minutes autorisées cela est décompté de son temps de travail. Et de rajouter : « Pour aller aux toilettes, c'est pareil, décompté du temps de travail. »

Alors là les bras m'en sont tombés. Que de telles pratiques – héritées d'un autre âge salarial – puissent exister, cela en dit long sur l'état des « relations humaines » dans la grande distribution, à propos duquel d'ailleurs personne ne se berce vraiment d'illusions. Ce dialogue quasi surréaliste se passait le 21 janvier dernier à Auchan-Martigues (Bouches-du-Rhône), mais il aurait très bien pu se dérouler ailleurs. Je doute quand même que les actionnaires de ces boîtes soient soumis au même régime sec et qu'ils voient leurs paquets de stock-options diminuer lorsqu'ils vont manger ou se soulager : ce serait plutôt le contraire, chaque minute passant alourdissant leurs profits.

Même si l'organisation du travail dans ce secteur économique est particulière – qui n'est pas d'ailleurs sans rappeler une version « moderne » des chaînes en milieu ouvrier –, on peut tout de même s'émerveiller des progrès du libéralisme. Lequel a plus d'un mauvais tour dans son sac, comme une brève du journal *le Monde* daté du 24 janvier 2006, en atteste par ailleurs.

Le groupe de distribution Carrefour a été ainsi épinglé pour avoir organisé dans son hypermarché d'Ecully (Rhône) des « missions illégales » d'espionnage de salariés dans le but de les licencier : ce sont deux anciens agents de la boîte qui ont cafté... les ingrats !

La conclusion de tout cela : lorsque vous croiserez désormais sur votre chemin une grande surface, pas d'hésitation, changez de trottoir.

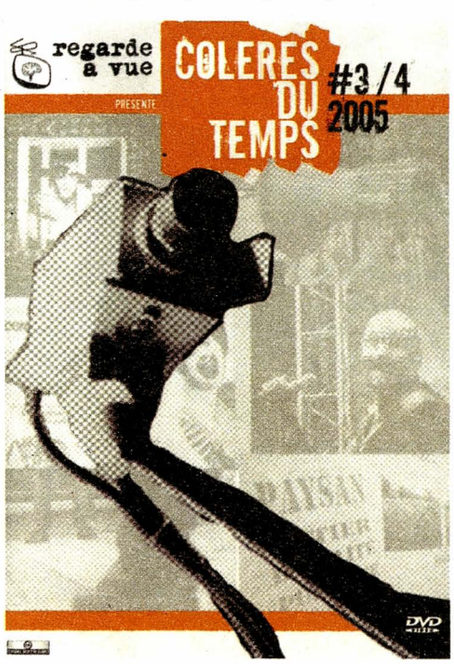
Bernard Hennequin

COLERES DU TEMPS

N° 3/4

Le collectif Regarde à vue a récidivé !

Si ce DVD a mis quelque temps à me tomber sous la main, il n'en demeure pas moins qu'il reste bel et bien d'actualité. « Become the media ! » est effectivement le slogan que ce collectif a pris au pied de la lettre en créant un DVD magazine. Au sommaire de celui-ci on retrouve un cours sujet sur le projet d'une base de vidéos militantes, mais aussi un reportage sur le cryptage des e-mails. À n'en pas douter, ces gens-là s'y connaissent en informatique (le choix du support DVD en témoigne) : loin d'idéaliser cet outils, ils nous font part des risques que ceux-ci comportent en terme de confidentialité, notamment vis-à-vis de la police. Heureusement, des parades existent, et c'est bien là l'intérêt du sujet sur le cryptage : si tout message codé est forcément décidable, le temps qu'il faut pour y parvenir est trop important pour qu'il soit efficace. D'où l'utilité de ne pas crypter seulement les mails militants et confidentiels, mais au contraire d'inonder le web de messages à décoder. Si ce reportage ne vous permet pas pour autant de devenir un as de la dissimulation, il est néanmoins une bonne base pour réfléchir à l'utilité de cette pratique, et pour songer à rejoindre une formation sur ce thème. Colères du temps évoque également diverses luttes et actions à caractère social et militant : une grève chez Mac Do, le blocage d'un convoi nucléaire, une action menée par la Confédération Paysanne au salon de l'agriculture, mais aussi un sujet assez développé sur le S.R.A. (Solidarité Résistance Antifasciste), qui permet de comprendre comment ce collectif s'est formé et sur quelles bases politiques s'appuient ses actions. On a donc droit à un historique de celui-ci grâce à des témoignages de diverses personnes impliquées dans son fonctionnement. Ce DVD comprend bien d'autres sujets et thématiques (groupes de musique interviewés, reportage sur une radio associative, sur le procès d'Act Up, etc.), et illustre bien le fait que toutes ces initiatives participent chacune à leur manière, à l'émancipation des individus. Regarde à vue relève là un beau défi, réussissant dans le fond comme dans la forme à informer et à proposer une alternative aux médias dominants. Un projet plus que pertinents en ces temps liberticides…



Pour vous le procurer : http://regardeavue.com/, mail : video@regardeavue.com (« Colère du temps » est disponible auprès de nombreux lieux militants et libertaires)

Les Prouters « Tout dans le rouge »

CD 16 titres pour ce groupe de punk-rock. Si on décide ne pas s'arrêter à l'étoile rouge, à la faucille et au marteau de la jaquette (déjà, ça, c'est pas facile), le contenu est assez « classiques » : musicalement, ça va tout droit, et même si ça ne va pas chercher bien loin, ça reste efficace (avec les bonnes vieilles recettes du punk-rock). Par contre, niveau textes, on a droit aux chansons engagées vues et revues dix mille fois, avec là encore, les thèmes « classiques » des groupes punks (passons sur la chanson sur Bové). À la limite, pourquoi pas, y'a pas de mal à se faire du bien, mais ce qui est plus beauf, ce sont les trop multiples « pédés », « tapettes » et autres insultes homophobes qui s'égrènent au fil des chansons. Alors même si ces gens sont peut-être gentils et pas forcément vraiment homophobes, et même si on n'a pas forcément envie de se la jouer khmers noirs de l'anarcha-féminisme, ça fini par fatiguer, ce genre de choses. Pour vous faire quand même une idée par vous-même : http://www.lesprouters.com

R'n'Cs (Rem & the Courbarians) « Hell Attraction »

Avec le nombre de formations dans lesquels ont joué ces Orléanais, ce groupe est un véritable patchwork, une sorte de Frankenstein du punk ! On vous épargnera donc l'historique de ce groupe pour se concentrer sur la musique : un punk-rock hyper speed et bien ficelé, avec un esprit rock'n'roll et fun. Du coup, voilà 20 titres à fond les manettes qui font taper du pied (on imagine qu'en concert, ça doit faire bien agiter la nuque), mais avec des textes en anglais (mais pourquoi donc les R'n'Cs ont-ils choisi la langue de Shakespeare et de Johnny Rotten ?). En tous cas, ça s'écoute à fond, ça nettoie les oreilles, et c'est marrant, c'est déjà pas si mal, non ?
Contact : benfornot@club-internet.fr/
G. Courbarien, 6, rue des Aydes, 45770 Saran.

Nina et ses idées noires

Deuxième parution pour ce jeune fanzine de Villejuif, avec au sommaire une interview de Brixton Cats, de Claude Guillon, et de la librairie Quilombo. Ceux qui n'ont pas l'habitude du fanzinat seront peut-être un peu désorientés par le côté « à l'arrache » et un peu brouillon. Les autres y trouveront un côté jeune et frais, et une sincérité qui permet de mieux gommer les quelques lacunes et les petits raccourcis qui émaillent la publication. Au final, si les Brixton Cats ne donnent pas là leur meilleure interview, l'entretien avec Claude Guillon est franchement chouette. Peu importe que l'on soit toujours d'accord ou pas avec lui, cette interview a le mérite de soulever des problématiques et des points de vues sur les idées libertaires, la question de l'organisation, ou encore sur l'érotisme. Un fanzine sans prétention mais qui, pour un deuxième numéro, a déjà un ton intéressant, et qui prouve là qu'on peut être bricolé par quelques amis, avoir une diffusion réduite, et néanmoins être porteur d'idées et de réflexions pertinentes. On encourage !

Pour se le procurer : 1,22€ en timbres, ou prix libre à M. Ménard, 14, avenue des Hautes-Bruyères, 94800 Villejuif.

Planète Bidonvilles

Les enfants de la même agonie

CE PETIT LIVRE se compose en fait de deux parties : *Planète Bidonvilles* , texte de Mike Davis, puis une « discussion » par Bruno Bachman, intitulée *Les enfants de la même agonie* .

Mike Davis s'appuie sur un rapport d'ONU-Habitat, The Challenge of the slums (*Le défi des bidonvilles*), publié en 2003 en anglais. Ce rapport plutôt volumineux (plus de 300 pages) passe en revue la situation de l'habitat pauvre sur l'ensemble de la planète. Le moins que l'on puisse dire est que la situation est tout à fait préoccupante. Un milliard d'êtres humains vivent dans des bidonvilles, et ils seront le double d'ici un quart de siècle environ, selon les prévisions des Nations unies. Rappelons que la majorité des gens qui vivent dans les bidonvilles ont un emploi, certes mal rémunéré. Ce ne sont en tout cas pas, pour la plupart d'entre eux, des chômeurs ; ils n'ont cependant pas les moyens économiques de payer le loyer d'un logement décent, et le bidonville est alors pour eux la seule « solution ». Mike Davis écrit : « Il est certain que dans le vieux monde rural il y avait des seuils, souvent déterminés par la famine, au-delà desquels on passait directement à l'éruption sociale. Mais personne ne connaît encore le degré de la température sociale auquel les nouvelles villes de la misère s'embrasent spontanément. » Et Mike Davis de rappeler que, dans les bidonvilles aujourd'hui, ce sont pour l'essentiel des mouvements religieux fondamentalistes qui s'installent et, en prêchant la soumission à Dieu, contrôlent jusqu'à présent ces possibles émeutes sociales.

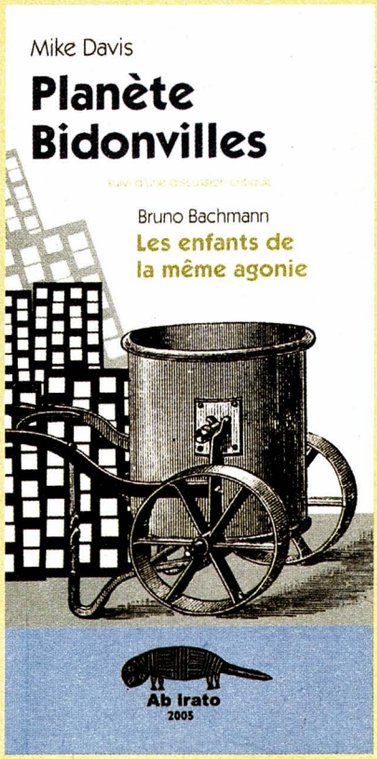
Ce qui nous pose à nous un problème fondamental, qui est de savoir la direction que prend notre activisme politique, et si nous sommes prêts, comme le disaient les populistes russes dans les années 1860, à « aller au peuple », ou si, au contraire, nous laissons le chemin libre aux fondamentalistes de toutes obédiences, pentecôtistes, islamistes, hindouistes, etc.

Dans sa discussion critique du texte de Davis, Bruno Bachmann remet en question la ville elle-même, constatant notamment que les bidonvilles ne datent pas des plans d'ajustement structurels du Fonds monétaire international, même si la politique de cet organisme et celle de la Banque mondiale ont contribué à faire exploser le phénomène. Ainsi, comme le dit Bachmann, il faut reposer les bonnes questions, comme celle de l'exode rural, par exemple. Ou encore celle de la violence généralisée, qui est en partie une conséquence de l'explosion de la « planète bidonvilles », avec une extension accrue de la délinquance des jeunes et même des très jeunes, qui n'ont plus pour survivre d'autres solutions que le vol, la participation à des bandes maffieuses, la prostitution, etc. Ou encore dénoncer les idées totalement absurdes comme le « tourisme social » qui consiste, selon ONU-Habitat, à faire visiter les bidonvilles afin de développer la conscience des touristes occidentaux et à procurer, paraît-il, des revenus aux bidonvilles, transformés pour l'occasion en zoos à prisonniers humains.

Après une suite de descriptions particulièrement éloquentes sur les favelas de Rio de Janeiro, Bruno Bachmann conclut en contestant l'assertion de Davis selon laquelle « la paupérisation mènerait nécessairement à la révolte sociale ». On peut en effet se demander avec lui si Davis a bien mesuré le caractère mécanique qu'il assigne à la pauvreté, qui déclencherait au-delà d'un certain seuil, des révoltes.

Si la pauvreté est à coup sur un facteur déclenchant, d'autres éléments entrent en ligne de compte. D'ailleurs, s'il n'y avait que la pauvreté pour amener à l'éruption sociale, les États, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et tous ceux qui ont intérêt à la conservation de ce monde auraient fait quelque chose depuis longtemps ! *Planète Bidonvilles* propose donc une vraie réflexion, et un débat sur plusieurs points précis, qui ne peut que nourrir à son tour la réflexion du lecteur.

Ph. Godard



Mike Davis, *Planète Bidonvilles*, Ab Irato, 2005, 120 p. 10 euros. disponible à Publico

Des étudiants et lycéens contre le CPE

En mettant en place le Contrat première embauche, le gouvernement a déclenché un mouvement de contestation dans la jeunesse. La « loi sur l'égalité des chances » est un concentré des attaques que nous subissons depuis des années. En utilisant l'article 49-3, le gouvernement a montré aux yeux de tous son refus de toute discussion: seule la mobilisation, la construction d'un rapport de force le fera céder.

C'est la grève qui nous permettra de le faire reculer et de défendre nos droits à la contestation en tant que travailleurs et en tant que futurs travailleurs. Notre objectif doit être la mise en place de la grève reconductible et l'extension des blocages dans un maximum de lycées et d'universités. C'est la seule méthode qui permette que tous et toutes participent à la mobilisation, sans être sanctionnés. Nous appelons les travailleurs à se mobiliser, à s'organiser et à nous rejoindre pour défendre leurs droits. Nous exigeons:

Un emploi stable pour tous, retrait de tous les contrats précaires

Retrait de la Loi sur l'Egalité des Chances, dont le CPE fait partie (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...)

Le retrait du CNE

Le réengagement financier de l'Etat dans le Service Public pour une Université Publique :

Un plan pluriannuel de créations de postes à la hauteur des besoins dans l'éducation nationale

Le retrait de la loi Fillon

La reconnaissance de nos diplômes

L'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE

C'est tous ensemble que nous gagnerons : étudiants, lycéens, salariés. Nous appelons donc les travailleurs, notamment ceux en lutte et les plus précaires d'entre eux (chômeurs, sans-papiers, intermittents...) à s'engager dans le combat contre le CPE et la précarité. Le mardi 7 mars est une date de mobilisation fondamentale pour construire cette lutte commune, nous espérons que c'est une première date qui en appellera d'autres rapidement.

D'ici le 7 mars, nous appelons à la mobilisation et au blocage l'ensemble de la jeunesse pour le 28 février, et appelons les salariés et leurs organisations à relayer cette date. Nous appelons également à une journée d'action le 2 mars, partout en France, pour montrer notre détermination, étendre et renforcer la mobilisation. Pour que le 07/03 soit non seulement une réussite mais aussi, et surtout, le tremplin pour une mobilisation plus large et unitaire avec les travailleurs, nous appelons les étudiants et lycéens à une grève reconductible à partir du 7 partout où les forces le permettent. C'est le meilleur moyen d'entrainer les travailleurs dans la lutte: la continuer nous-même et leur donner envie de nous rejoindre. En outre, pour élargir la mobilisation même là où la grève reconductible ne pourra se réaliser, nous appelons d'ores et déjà, à une journée nationale d'action le jeudi 9 mars. Nous pouvons donc déjà, non seulement appeler au 07/03 mais aussi présenter cette date non comme une date butoir mais comme un tournant d'une mobilisation appelée à se prolonger !

La prochaine coordination nationale se tiendra à Jussieu le samedi 4 mars, selon les mêmes modalités que celle de Toulouse.

La Coordination nationale étudiante et lycéenne.

Radio libertaire

Jeudi 2 mars

Si vis de 18 heures à 19h30: Abolir les prisons: Émission consacrée à Mehmet Tarhan, incarcéré à la prison militaire de Sivas depuis le 8 avril 2005.

Vendredi 3 mars

Place aux fous de 13 heures à 14h30: Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline, Alice Cooper pour la chronique musicale & actualité des livres et revues en philosophie (Godwin, Lukacs, ContreTemps, La Vérité en Contrebande...). **Offensive de 21 heures à 22h30:** Le Collectif anti-biométrie fera un point sur le procès et un bilan des actions.

Samedi 4 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30: Marius Jacob: qui était Marius Jacob? Avec, comme invité, Jean-Marc Delpech.

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30: Questions sociales Femmes, livres et cinéma.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure de 19 heures à 21 heures: Les films évoqués: "L'ivresse du pouvoir" de Claude Chabrol, "Le Soleil" d'Alexandre Sokourov, "Mémoires d'une geisha" de Rob Marshall...

Dimanche 5 mars

Le Mélange de 17 heures à 18h30: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical animé par Michel Polizzi.

Chants, contrechamps de 15h30 à 17 heures: Cinéma et chanson de 15h30 à 16h15: Actualité du cinéma (les Festivals de mars); de 16h15 à 17 heures: La chanteuse Lulu Borgia, invitée pour son album "Tohubohu".

Lundi 6 mars

Les mangeux d'terre de 9h30 à 11 heures: Émission écolo-libertaire: Entretien avec Rodolphe Christin, auteur de *Déraisons du monde. Variations critiques autour de quelques rengaines: croissance, développement, productivisme, etc.*, paru aux éditions ACL.

Ça urge au bout de la scène de 21 heures à 22h30: Invité: Michel Boutet (spectacle à Montreuil le 8 mars à 19 heures).

De la pente du carmel, la vue est magnifique à partir de 22h30: Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

Mardi 7 mars

Jazz en liberté à partir de 22h30: Free jazz et musiques improvisées. Chroniques exploratoires

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures: Des oreilles avec des fous. Cas cliniques ou fous autonomes, le monde des musiciens est peuplé de dingues. Sommes-nous sains, l'est-il fou? Nous nous poserons au moins la question.

Mercredi 8 mars

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures: Émission musicale blues Thème: les batteurs.

Léo 38 de 16 heures à 17 heures: à l'heure du goûter Papa Laurent, M. Frédéric et Shanti D! Les doigts sur les cocottes!

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

agenda

Jeudi 2 mars
Avignon (84)

L'Union régionale Sud de la FA vous invite à une conférence « Du développement à la décroissance », avec Jean-Pierre Tertrais, auteur d'une brochure parue aux Editions du Monde libertaire, à 19 heures à la Médiathèque J. L. Barrault, au 6, rue Perrin Morel – Rocade.

Vendredi 3 mars
Marseille 1er

L'Union régionale Sud de la FA vous invite à une conférence « Du développement à la décroissance » avec Jean-Pierre Tertrais, auteur d'une brochure parue aux Editions du Monde libertaire, à 19 heures, au Mille Pattes, 61, rue d'Aubagne.

Samedi 4 mars
Paris 18e

Débat autour de la « reprise individuelle » avec une présentation de Marius Alexandre Jacob, par Jean-Marc Delpech, à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Paris 5°

La fédération de Paris de la libre pensée organise une conférence-débat dur le thème de l'infiltration cléricale du mouvement ouvrier, par Marc Prévôtel, militant syndicaliste et libre penseur de Gironde. 10-12, rue des fossé St-Jacques M° Luxembourg

Saint-Marcellin (38)

L'Union régionale Sud de la FA vous invite à une conférence « Du développement à la décroissance » avec Jean-Pierre Tertrais, auteur d'une brochure parue aux Editions du Monde libertaire, à 19 heures à l'Espace Saint-Laurent, La Médiathèque, 1, boulevard du Champs-de-Mars.

Marseille 1er

Alain Thévenet et Denise Berthaud présenteront l'œuvre et la vie de William Godwin au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Saint-Denis (93)

Colloque organisé par les Éditions CNT-RP et la CNT-93 : « Le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière », le 4 et 5 mars 2006 à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin. Métro : Saint Denis-Porte-de-Paris (ligne 13).

Dimanche 5 mars
Montreuil (93)

Concert en solidarité avec les expulsés du gazomètre et contre les expulsions avec : DJ Caingroup (rap) Scherzo (rap) Les teurfistes (rock) Red riot (oï) Brixton cats (punk) à la maison ouverte, 17, rue Hoche. Métro Mairie de Montreuil. Prix libre.

Lundi 6 mars
Paris 3e

Cours gratuit du droit du travail sur « La rupture du contrat de travail (licenciement, démission) » de 19 heures à 21 heures à la Bourse du travail, salle Léon Jouhaux, 67, rue de Turbigo. Métro République ou Arts-et-Métiers.

Mardi 7 mars
Partout en France

Manifestation contre le CNE et le CPE.

Vendredi 10 mars
Compiègne (60)

Rencontre avec les libertaires de l'Oise (voir page 22) de 18 heures à 21 heures au bar le Baroque, 6 rue Hippolyte Bottier.

Samedi 11 mars
Paris 11e

Concert avec Les z'utopistes (punk musette) et Landune (rock) à la scène Bastille, 2 bis, rue des Taillandiers à 19h30. Entrée 10? Métro Ledru-Rollin, ligne 8.

Jeudi 16 mars
Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Nicolas Offenstadt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat : « Les mutineries de 1917 ». Apéro, table de presse. Entrée libre.

Samedi 18 mars
Clermont-Ferrand

Fête des 10 ans de l'Union locale CNT 63 (débats, concerts, 5 euros) à partir de 14h30, au Raymond's Bar, 77, avenue E.-Michelin http://activdtc.free.fr

Mercredi 29 mars
Nantes

Mercredi 29 et jeudi 30 mars : 16e, Salon national des apprentissages individualisés et personnalisés de l'ICEM, pédagogie Freinet sur le thème « Quels savoirs aujourd'hui, pour quelle société ? », dans les locaux du Foyer de jeunes travailleurs de Beaulieu, au 9, bd Vincent-Gâche.

Paris 11e

Débat autour du livre « RAF — Guérilla urbaine en Europe occidentale » en présence des auteurs Anne Steiner & Loïc Debray, au Cicp, 21ter, rue Voltaire.

Marie-Claude Debain : *En attendant Godot.*